

N°24 - DÉCEMBRE 2024 - 4 €

PARTISAN

MAGAZINE

**RÉFLEXION
ACTION
ORGANISATION**

PATRIARCAT

ÉCOLOGIE

PALESTINE

Publié par
l'OCML Voie Prolétarienne



ocml-vp.org
contact@ocml-vp.org
BP 133 - 93213 Saint-Denis La Plaine cedex



L'OCML Voie Prolétarienne

Ce que nous sommes,

Communistes, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

Communistes, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

Communistes, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme - et particulièrement l'impérialisme français -, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

Il faut une organisation pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

Pour mieux nous connaître : www.ocml-vp.org

Pour nous contacter : contact@ocml-vp.org

ou OCML VP - BP 133 - 93213 Saint Denis la plaine cedex

★ ★ ★

L'ensemble des articles de Partisan Magazine, sauf mention contraire, sont publiés sous la responsabilité politique du Comité de Propagande de l'OCML VP.

PARTISAN est le magazine de Voie Prolétarienne, association suivant la loi 1901 déposée en préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. ISSN : 2427-6685

ÉDITORIAL

NOUS AVONS DEUX ENNEMIS !

« En fait, on a deux ennemis ». Cette conclusion a été faite par certains sympathisants de VP après discussion. De quels ennemis parlaient-ils ? Des capitalistes et des réformistes.

En réalité, tous ceux qui luttent ont deux ennemis. Voyez les Ukrainiens : si vous faites partie du RESU (le réseau européen de solidarité avec l'Ukraine) ou si vous vous informez grâce à ses publications, ou si vous vous informez tout simplement, vous savez que les travailleurs en Ukraine ont un ennemi principal, l'impérialisme russe, et un ennemi secondaire, le gouvernement Zelensky, pro-occidental, pro-capitaliste, et anti-social. Les Palestiniens, de leur côté, ont pour ennemi principal le colonialisme génocidaire du sionisme, mais ils ont, secondairement, le problème de leurs dirigeants politiques, le réformisme bourgeois de l'OLP, le programme dictatorial, théocratique et patriarcal du Hamas.

Beaucoup, autour de nous, ont trouvé tout-à-fait juste que nous ne nous contentions pas d'un « soutien inconditionnel » aux Palestiniens, mais que nous ajoutions à notre soutien inconditionnel au *peuple* une critique ferme de la direction politique du Hamas. Quelques-uns ont jugé, et là aussi c'est une réaction habituelle, que toute critique de la direction de la lutte faisait le jeu de l'ennemi principal. Vous lirez cela dans ce numéro de Partisan.

En réalité, tous ceux qui luttent ont deux ennemis parce qu'ils ont un ennemi principal, externe, et un ennemi secondaire, interne. C'est notre cas à nous aussi, bien sûr, en France.

Notre ennemi principal est d'ailleurs de plus en plus impitoyable. Sa démocratie se révèle de plus en plus être une dictature de classe. Un référendum perdu – pourtant approuvé même par la direction de la CGT –, sur le traité constitutionnel européen en 2005 : ils s'en foutent. Une révolte populaire jusque dans les beaux quartiers de Paris – les Gilets jaunes : ils s'en foutent. Une Assemblée nationale qui votent mal : 49-3, et ils s'en foutent. Un peuple qui vote mal (été 2024) : ils s'en foutent. Ils n'obéissent qu'à un seul maître : le marché mondial, autrement dit le Capital. Après avoir symboliquement supprimé l'ISF, soutenu les entreprises pendant le Covid, maintenu le CICE de François Hollande, toléré l'évasion fiscale, affecté 413 milliards à l'armée, ils se préoccupent, ce n'est pas nouveau, de limiter la dette et imaginent maintenant mille et une manières de taper dans nos portemonnaies. Ils réduisent même les indemnités des chômeurs à une misère au moment où se profile une nouvelle vague de licenciements. Ils ne nous supportent que passifs, résignés, écrasés, dans le désespoir et la peur. Toute autre attitude est inadmissible. A l'extérieur, la continuité coloniale de l'impérialisme ne peut plus se cacher, concernant la Palestine, le Sahara occidental, la Kanaky, la Martinique, Mayotte...

Ce tableau n'est pas exagéré, vous le savez. Vous savez bien que les ouvriers, les immigrés, les femmes, les colonisés ne sont tolérés que comme victimes, pas comme militants. A la rigueur, comme militants réformistes.

Car nous avons un ennemi secondaire, interne. Lui ne nous tolère que réalistes, pacifiques, voire

passifs, faisant confiance à nos élus, n'oubliant pas de cotiser, et surtout de bien voter. C'est un ennemi moins évident, parce qu'il est dans notre camp, et même à sa tête. L'ennemi principal, externe, est plus facile à cadrer, mais plus difficile à vaincre. L'ennemi secondaire, interne, est plus complexe à situer – il est trop proche, mais il est plus à notre portée, plus facile à battre. C'est même un préalable, avant d'engager une lutte, que de se mettre d'accord, de se compter, de se préparer.

Evidemment, à lutter contre les réformistes, on apparaît comme des diviseurs, des fouteurs de merde, qui vont à l'encontre du désir profond d'être unis et le plus nombreux possible. Mais voyons, Marx et Lénine n'ont-ils pas été que des diviseurs et des fouteurs de merde? Marx a d'abord lutté contre les valeurs abstraites et religieuses (« Tous les hommes sont frères », l'humain d'abord!), pour fonder la Ligue Communiste en 1847. Puis contre Bakounine, les libertaires, les quarante-huitards spontanéistes, au sein de l'Association Internationale des Travailleurs, créée en 1864. Enfin, contre le « possibilisme » du parti socialiste ouvrier d'Allemagne et des Chartistes anglais. Possibilisme que Engels définissait ainsi dans une lettre (à Sorge, 8 juin 1889) : « vente du principe à la bourgeoisie contre des concessions dans le détail, et surtout contre des postes bien payés pour les chefs ».

Lénine a mené la lutte, théorique, politique et organisationnelle, contre les populistes, les liquidateurs,

les socialistes-révolutionnaires, les trotskistes, les mencheviks... Voilà comment on unifie la classe ouvrière et comme on l'organise!

Dans la situation de crise généralisée dans laquelle nous vivons, crise économique, financière, sociale, écologique, sexiste, de concurrence inter-impérialiste croissante et de préparation de guerre, la première chose à faire est de savoir quoi faire. Mais nous venons de le dire : il faut unifier notre classe, et l'organiser!

Vous verrez, à la lecture de ce n° de Partisan, que c'est bien l'esprit qui nous anime. Il aborde en particulier trois sujets d'actualité, objet chacun de polémique : la situation nationale, la Palestine, l'écologie. Sans oublier, donc, nos ennemis secondaires. Mais la polémique, c'est bien la base d'une unité réelle.

Ne soyons donc pas résignés, inquiets et fatalistes. Ne soyons pas réalistes, espérant tout au plus une belle Assemblée nationale ou une belle grève « tous ensemble ». Soyons communistes. Voyons toutes les révolutions qui couvent ou éclatent dans le monde, comme au Bangladesh cet été. Elles nous disent : « Prolétaires, unissez-vous! »

« Le pouvoir d'une centaine peut-il surpasser celui d'un millier? Oui, lorsque cette centaine est organisée » (Lénine, cité par Nina Gourfinkel). Quand l'ennemi secondaire est vaincu, tout espoir est permis!



DANS QUELLE DIRECTION IL FAUT CHERCHER ?

Nous avons vécu en France cet été quelques événements politiques nouveaux, ou du moins un palier de plus dans la même direction : le danger RN, la politique bourgeoise de Macron, entre Barnier à l'intérieur et les USA à l'extérieur (sur la Palestine en particulier), une nouvelle Union de la Gauche, une « extrême-gauche » à la dérive... Comment VP a agi et réagi ? Notons tout cela un peu systématiquement, et vous nous direz, après lecture, ce que vous en pensez.

1. Non, il n'y pas eu de coup d'État, de violation de la Constitution, de non-respect de la démocratie

VP, 29 septembre :

« Quoi qu'en dise la Gauche, Macron a parfaitement respecté les règles de la démocratie bourgeoise en nommant un premier ministre susceptible d'obtenir le soutien d'un maximum de députés, des macronistes au RN. Il n'y a eu ni coup d'État ni vol du résultat des élections. De même qu'était légale l'utilisation du 49.3 par le gouvernement Borne. »

VP se permettait même d'écrire en octobre 2023 (Bulletin n° 40), il y a plus d'un an :

« Vu la progression du RN, on s'achemine probablement vers un gouvernement de coalition entre la Droite et l'Extrême-droite, comme en Italie et en Autriche. Ce ne sera pas le fascisme, mais l'occasion d'appliquer une politique pro-capitaliste et anti-ouvrière encore plus dure. »

La Ve Constitution a été taillée sur mesure, en 1958, pour le général De Gaulle. Le côté « jupitérien » de Macron n'en est qu'une fidèle application. Le Parlement n'est qu'un moulin à paroles

tout juste habilité à modifier certaines applications des grandes décisions qui sont prises ailleurs. Ce n'est pas le lieu de LA démocratie, c'est un rouage de la démocratie bourgeoise, capitaliste. Quant au lieu de la démocratie ouvrière, réellement populaire, il se trouve d'abord dans les comités et les organisations de base des travailleurs, dans les boîtes et dans les quartiers. Ce sont deux démocraties, de deux classes, qui s'opposent absolument, dont l'une est dominante et l'autre écrasée. Qui le dit, et clairement ?

2. Qui décide alors ?

— « Les marchés », c'est-à-dire le Capital

VP, 12 juillet :

« Le fond de l'histoire, c'est la gestion du capitalisme en crise dans la guerre économique mondialisée. Les politiciens peuvent bien promettre ce qu'ils veulent, le capitalisme impose ses lois, même à tous les réformistes les plus radicaux... »

VP, 29 septembre :

« Ils se moquent de la planète. Ils se moquent de notre avenir. Nous commémorons les 23 ans de la catastrophe d'AZF à Toulouse et les 5 ans de celle de Lubrizol, le génocide se poursuit à Gaza et la guerre s'étend maintenant au Liban, on pourchasse partout les migrants et les sans-papiers, les violences faites aux femmes ne s'arrêtent pas, une nouvelle vague de licenciements commence, voilà la réalité du capitalisme : c'est la catastrophe. » « Macron, Barnier, Retailleau et tous les autres en sont les gestionnaires et les responsables. »

Qu'est-ce qui dirige nos dirigeants ? La guerre économique mondialisée ! Qui le dit, et clairement ?

3. Le Nouveau Front Populaire : crétinisme parlementaire !

Le 9 juin, Macron dissout l'Assemblée nationale. Les partis de gauche s'empressent de créer une coalition électorale, bien conscients que, séparés, ils seraient assurés de perdre une grande partie de leurs sièges et de leurs strapontins, de leurs budgets et de leur rôle social. Le Nouveau Front Populaire (NFP) est même élargi au-delà des partis politiques, ouvert aux syndicats et associations. L'unité idéologique partagée est celle-ci : tout – l'avenir de la société – se joue dans les élections.

Notons qu'une page historique se tourne : c'est en 1996 que l'indépendance de la CGT vis-à-vis du PCF et de tout parti avait été officiellement actée.

VP, 12 juillet :

« Le NFP nous promet la lune, mobilisé massivement dans ce prétendu « Front républicain », jure aujourd'hui la main sur le cœur « tout le programme et rien que le programme du NFP », comme s'il n'était pas tout à fait réformiste, comme s'ils en avaient les moyens (195 sièges sur 577 au Parlement), ils ont joué la carte électorale jusqu'au bout, ils nous ont vendu du rêve, ils ont rameuté les abstentionnistes jusqu'au fond des quartiers populaires ». « On est très loin d'un soulèvement ouvrier et populaire qui pourrait profiter de la situation pour marquer des points sur le plan social, comme avec l'ancien Front Populaire en 1936 ! Tous les partis réformistes jusqu'au NPA, rejoints par la CGT, sont absolument à fond pour nous vendre « le progrès social », un « capitalisme à visage humain », autour de quelques réformes réduites à l'essentiel ».

Crétinisme parlementaire ? L'expression n'est pas de VP, elle vient de loin : voir en fin d'article.

« Dans quelle direction il faut chercher » : l'expression est de Engels, et de 1895.

« En 1848, on pouvait compter les gens capables de comprendre, ne fût-ce que passablement, dans quelle direction il fallait chercher l'émancipation. Même à Paris, les masses prolétariennes elles-mêmes, n'avaient encore, après la victoire, absolument aucune idée claire de la voie à suivre. Et pourtant le mouvement était là, instinctif, spontané, impossible à étouffer. »



4. Le vote défensif, on comprend, mais...

Le RN arrive nettement en tête aux élections européennes dans toutes les régions le 9 juin. On comprend la peur des immigrés, des femmes, des LGBT, des militants écolos, antifascistes, etc. C'est pourquoi VP n'a pas appelé à l'abstention aux élections législatives des 30 juin et 7 juillet.

VP, 20 juin :

Nous, maoïstes de Voie Prolétarienne, sommes clairs et nous le disons même si c'est désagréable à certaines oreilles : le vote ne changera rien et ne sera source que de nouvelles désillusions. Mais nous ne voulons faire la leçon à personne, en cette période trouble, confuse et stressante. Alors à chacun.e de faire ce qui lui semble correct pour cette élection, ce n'est pas un problème.

Nous ne donnons donc pas de consigne de vote, pour cette fois-ci. De toutes les façons, ce qui va compter, ce n'est pas le vote et son résultat. Le 8 juillet, nous aurons exactement le même problème qu'aujourd'hui.

VP, 12 juillet :

« Le RN n'est pas passé, énorme soulagement, on souffle... Mais nous savons tous que ce n'est qu'un répit, et que juste avant ce n'était pas le paradis des bisounours... Quand donc arriverons-nous à nous sortir de la tête que notre sort dépend des urnes ? Alors que chaque gouvernement, de droite comme de gauche, ne fait que préparer le suivant, toujours en pire – il suffit de faire le bilan depuis 50 ans ».

Situation identique aux USA. Le magazine Politis du 31 octobre (édito de Denis Sieffert) souhaitait que « la gauche résiste à la tentation d'un vote de conviction » pour l'écolo Jill Stein et vote massivement pour Kamala Harris. Quoiqu'il en soit, il est bien clair que ça ne résoudra pas le problème principal, qui nécessite la construction d'un parti... de « conviction » (communiste, ouvrier et révolutionnaire). Mais Politis n'en est pas là.

5. « Tous les partis réformistes, jusqu'au NPA » : vraiment ?

Vous savez – et vous avez lu le Partisan n° 22 de novembre 2023 – que la contradiction du NPA, c'est de marier un électoralisme de gauche avec l'horizon d'une grève générale. Considérons Révolution Permanente (RP) comme une fraction autonomisée du NPA côté grève générale. Et lisons sa prise de position du 28 septembre, intitulée « La crise politique ».

« A l'extrême-gauche, ceux qui partagent notre perspective stratégique se contentent le plus souvent de défendre la nécessité, juste mais totalement abstraite, de « compter sur nos luttes », ou d'incantations propagandistes à ce que « les travailleurs dirigent la société », elles aussi justes mais impuissantes. Ainsi, ils ne proposent aucune stratégie ou programme pour affronter la situation concrète, aucun pont pour les luttes actuelles et à venir. » « Dans un moment de crise de légitimité de la Présidence de la République, du Parlement et de toute la caste politique, les révolutionnaires doivent au contraire participer de façon audacieuse aux dynamiques à venir, en cherchant à unir les revendications sociales à des revendications démocratiques radicales offensives. » « Cela implique d'exiger que le pouvoir soit placé entre les mains d'une seule Assemblée, pour voter les lois et gouverner, débarrassée du contrôle d'un Sénat, d'un Conseil constitutionnel ou du Président de la République ».

Voilà, à l'heure où, plus que jamais, il apparaît que leur démocratie bourgeoise est une dictature, RP propose, comme « stratégie ou programme », un « pont » : une seule Assemblée. Un aménagement de « la » démocratie. Un programme de transition, en quelque sorte. Une posture typiquement trotskiste. Devant l'obstacle politique, non pas un plan pour le démolir, mais un pas en arrière, pour être moins abstraits !



6. L'avenir pour nous, les prolétaires

VP, 12 juillet :

« Le danger immédiatement présent, c'est le racisme, le nationalisme, le chauvinisme, le patriotisme à toutes les sauces, poison de la division qui fermente sous des formes différentes dans tous les partis. On a vu les lois anti-immigrés, mais on a vu aussi le renforcement du protectionnisme ». « Jusqu'aux positions bien pensantes de la gauche réformiste, CGT en tête, qui défendent mordicus la régularisation au cas par cas des sans-papiers, selon les besoins de l'économie française ».

« Combat qu'on élargira à toutes les discriminations homophobes, sexistes, patriarcales, pour une égalité universelle et anti-capitaliste contre nos exploiteurs communs. Combat pour l'emploi, contre les restructurations, la précarité, la pénibilité, le chômage, Combat écologique contre la destruction capitaliste de la nature, contre les toxiques chimiques, Combat pour tous les intérêts ouvriers, sans chercher à être raisonnables, à concilier avec un « système » qui n'est pas le nôtre ».

Voilà tous nos combats immédiats, qu'ils soient syndicaux, associatifs ou politiques. Pourquoi mettre le racisme et le nationalisme en tête ? Parce qu'il s'agit d'une posture fondamentale. Ou bien l'unité de notre classe contre le capitalisme (Prolétaires, unissez-vous!), ou bien la division et l'acceptation du capitalisme. La tentation est toujours présente de s'en prendre à plus faible que soi pour compenser son incapacité à s'en prendre à plus fort.

Avons-nous vraiment évité le pire grâce au « Front républicain » (une alliance avec les macronistes!), mettant les députés RN en minorité relative le 7 juillet ? On peut se poser la question quand on voit Barnier mettre le projet de loi Immigration de Retailleau dans les priorités, avec la suppression de l'AME, etc. C'est du RN pur jus, et ce n'est que la proue de la barque chargée de toutes les mesures anti-ouvrières liées à l'austérité, au remboursement de la dette, au respect du Capital.

7. D'abord les plus convaincus

Les discriminations, l'emploi, l'écologie, les conditions de travail, tous les intérêts ouvriers, les guerres impérialistes : quand on rassemble tous nos combats, on est dans un projet politique.

« Soit nous prenons nos affaires en main, en toute indépendance de ce système parlementaire, de ce marigot politicien de droite comme de gauche, soit nous allons subir de nouvelles défaites, avec en perspective Marine Le Pen en 2027. Nous avons évité le pire en 2024, mais le

pire reste peut-être à venir... Comme dit le proverbe, si tu ne veux pas t'occuper de politique, la politique s'occupera de toi! Et si on s'en occupait ensemble, sur des bases vraiment de lutte, vraiment ouvrières et révolutionnaires? »

VP, 29 septembre :

« Dans le monde barbare dans lequel nous vivons, l'heure est à se regrouper, à serrer les rangs, d'abord des plus convaincus. C'est à cela que nous travaillons, c'est à cela que nous appelons. »

Les plus convaincus, c'est « d'abord » : la lutte pour la construction d'une organisation politique, ce n'est pas une lutte en plus, pour plus tard. C'est la lutte immédiate la plus déterminante.

D'abord, c'est donc « les plus convaincus ». Nous disons, à VP, qu'il y a une avant-garde naturelle,

spontanée, tous les militants ouvriers et populaires sincères, dévoués, conscients, et une avant-garde à construire, consciemment communiste et concrètement organisée.

Conclusion

Violation de la démocratie ou pas? Qui dirige vraiment la société? Crétinisme parlementaire? Un vote défensif de plus? Le NPA réformiste? L'anti-racisme en tête? Une avant-garde?

Entre le problème, « Leur démocratie, c'est une dictature », et la solution, « Prolétaires, unissez-vous », voilà une série de questions datées 2024. Vous nous direz ce que vous en pensez.

LE MARXISME C'EST PAS SORCIER

Le crétinisme parlementaire



6

Vous pouvez trouver plutôt injurieuse l'expression de « crétins parlementaires ». Lénine la trouve chez Marx et Engels et la reprend. Ces glorieuses origines ont l'avantage de nous rappeler le fond du problème et de ne pas en rester à la forme un peu vive, quoique méritée.

En 1852, Marx écrit une série d'article intitulée *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. On y lit une définition intéressante (article V, p92) :

« Ils [la gauche] tempêtaient uniquement parce qu'il [le président] faisait de ce droit constitutionnel un usage antiparlementaire... Ils étaient, par conséquent, tenus de se mouvoir exactement à l'intérieur des limites parlementaires. Et il leur fallait être atteints de cette maladie toute spéciale qui, depuis 1848 a sévi sur l'ensemble du continent, à savoir le *crétinisme parlementaire*, qui relègue dans un monde imaginaire ceux qui en sont atteints et leur enlève toute intelligence, tout souvenir et toute compréhension pour le rude monde extérieur. »

Dans un article du 13 mars 1884, Engels raconte la révolution de 1848 au-delà de la France :

« Nous démasquons le crétinisme parlementaire — selon l'expression de Marx — des diverses soi-disant assemblées nationales. Ces messieurs avaient laissé glisser de leurs mains tous les moyens de puissance, voire les avaient transférés en partie librement aux gouvernements. Face aux gouvernements réactionnaires ainsi renforcés, il y avait, à Berlin comme à Francfort, des assemblées impuissantes qui néanmoins se figuraient que leurs décrets inopérants feraient sortir le monde de ses gonds. Cette auto-mystification de crétins régnait jusqu'à l'extrême gauche. Nous proclamions à leur adresse : votre victoire parlementaire coïncidera avec votre véritable défaite ! »

En 1878, des « lois anti-socialistes » rendent le parti social-démocrate allemand quasiment illégal. Les dirigeants du parti tentent de respecter ce qui reste de démocratie. En septembre 1879, Marx et Engels leur envoient une lettre circulaire, que Marx commente ainsi : « Ils sont atteints de crétinisme parlementaire au point de se figurer qu'ils sont au-dessus de toute critique et de condamner la critique comme un crime de lèse-majesté ! » »

100 000 NOUVEAUX EMPLOIS MENACÉS DEPUIS UN AN



**NOUS NE SOMMES PAS
LA CHAIR À PATRONS DE LA
GUERRE ÉCONOMIQUE MONDIALISÉE !**



Nous voulons :

-Zéro licenciement !

La misère, la précarité, la pénibilité ça suffit !

**-Changer le système : produire utile, pour les vrais
besoins, éliminer les gaspillages, protéger la nature !**

**-En finir avec le profit, la concurrence,
la guerre économique !**

-Travailler tous, moins, autrement !

RÉFLEXION, ACTION, ORGANISATION, POUR LA RÉVOLUTION À VENIR !



WWW.OCML-VP.ORG



Victor Castanet

LES OGRES

Après *Les Fossoyeurs*,
révélation sur le système
qui maltraite nos bébés

Flammarion

ENQUÊTE

8

Victor Castanet, c'est l'auteur du livre retentissant « Les Fossoyeurs » (2022) sur la transformation des EHPAD, maisons de retraites médicalisées, en particulier le groupe Orpea, en pompe à fric et nouvelle source de profit pour les investisseurs à la recherche d'un taux de profit et d'un retour sur investissement supérieur aux autres secteurs. Nous en avons parlé dans Partisan Magazine N° 19 (<https://ocml-vp.org/article2451.html>)

Son nouveau livre traite des crèches, ou plus exactement des crèches privées du groupe People&Baby, et montre la même démarche que dans les EHPAD, cette fois sur le dos des bébés.

L'enquête rapportée dans le livre est proprement effrayante. Elle décortique un modèle économique d'accumulation sophistiqué d'un patron-voyou prêt à tout, via une multitude de procédés, dont le principal est de s'enrichir, non pas directement, mais par le biais de Sociétés Immobilières (dont il est par ailleurs propriétaire) qui perçoivent les loyers des crèches – surévalués bien sûr.

On y trouve les économies dans tous les domaines, jusqu'à l'alimentation et les couches des bébés, les

LES OGRES

Victor Castanet

Flammarion 2024, 22,90€

factures non payées aux fournisseurs et ensuite négociées au rabais, l'absentéisme non remplacé et donc source de profit, la vente préalable de réservations de berceaux, le non remboursement des dépôts de garantie, le défaut de maintenance des matériels, une politique RH inexistante, les erreurs de paie, de comptabilité, les redressements URSSAF, les procédures contre les parents pour résiliation anticipée, l'endettement croissant du groupe, les effectifs totalement insuffisants et la maltraitance des personnels d'ailleurs en rotation incessante, etc. etc.

C'est un véritable système de pompe à fric basé sur la maltraitance des enfants et des professionnels. Fort du succès de son livre sur Orpéa, l'auteur a eu en effet accès à de multiples témoignages y compris de responsables importants dégoûtés par la dérive et les excès d'un patron-voyou. Il faut lire ce livre pour comprendre la nature véritable du capitalisme, son caractère absolument catastrophique et inhumain, et jusqu'où un tel système est capable d'aller pour augmenter les profits.

Mais la tentation est forte de décrire les deux patrons de People&Baby en voyous déraisonnables, excessifs, critiqués par l'Etat et les autres acteurs de la profession. D'ailleurs, le livre n'échappe pas à ce travers. La critique est concentrée sur ce groupe, effectivement un groupe voyou, alors que la tendance au libéralisme touche en fait tout le secteur, avec les autres grands groupes, Les Petits Chaperons Rouges, La Maison Bleue ou Babilou ou d'autres plus petits. Le patron de P&B est décrit comme le « Tapie des crèches », radin, manipulateur, magouilleur, doté d'un pouvoir de conviction hors

normes, prêt à tout, bref comme un « cas » limite pathologique, avec une idée évidente qui en ressort : mettons des « bons patrons » à sa place, humanistes et respectueux, comme ceux de Babilou par exemple qui ont accepté de témoigner pour l'écriture du livre et tout redeviendra à la normale.

Ce serait tellement facile... Mais ce livre ouvre d'autres pistes, en particulier sur le rôle de l'Etat dans cette libéralisation économique du secteur qui relativise cette illusion du « bon » patron.

D'abord, la libéralisation économique des années 2000 avec l'ouverture des crèches au privé en 2004, d'ailleurs la même année que la création de la tarification à l'acte à l'Hôpital, dans le cadre du plan « Hôpital 2007 » - la date n'est pas un hasard. Suivront la création de la Prestation de Service Unique (PSU) en 2010 et sa réforme en 2014, dont l'objectif est de rentabiliser au maximum l'occupation des crèches, avec une tarification à l'heure, le tout sous couvert de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales, pour rationaliser les fonds publics. Cette même année est ouverte la possibilité des Délégations de Service Public (DSP) pour les crèches municipales, c'est ni plus ni moins de la sous-traitance de la gestion des crèches dans le secteur privé. Il n'en fallait pas plus pour déclencher une véritable guerre commerciale entre les grands groupes pour arracher les DSP et les contrats, dans une fuite en avant « low-cost » où les structures de l'Etat (jusqu'à la crèche de Matignon!!) cherchent à baisser leurs coûts à tout prix sans se préoccuper de l'impact sur les enfants ou les professionnel.le.s. En vrai rien d'étonnant avec les lois de décentralisation et les restructurations tous azimuts dans tous les services publics.

L'Etat capitaliste est donc partie prenante à 100% de ce qui s'est passé dans ce secteur économique, et le livre en décrit fort bien tous les rouages, s'il n'en tire pas de conclusion générale. Et l'on voit bien que l'hypothèse du « bon » patron ne tient pas la route, il faudrait plutôt parler de « bon » système, et alors il faudrait remettre en cause pas mal des règles du capitalisme moderne.

Cette pénétration du capitalisme libéral dans ce domaine de la petite enfance n'est que le reflet des évolutions de la période actuelle,

comme dans les maisons de retraite, les hôpitaux et les complémentaires santé, et à une moindre échelle (pour l'instant) dans l'éducation. Elle a provoqué des réactions, mouvements sociaux, grèves, comme la création du collectif « Pas de bébés à la consigne » en 2009, toujours actif aujourd'hui –dont d'ailleurs Victor Castanet ne parle pas, alors qu'il a eu un certain écho.

Enfin, le livre règle ses comptes avec Aurore Bergé, la presse s'en est fait largement l'écho. La ministre de la petite-enfance est accusée de collusion directe avec la responsable de la fédération professionnelle pour faire passer la libéralisation et accentuer la pénétration des grands groupes privés dans ce secteur. Le bureau de l'Assemblée Nationale vient d'ailleurs d'autoriser le 9 octobre l'ouverture d'une procédure pour parjure sur son témoignage lors d'une commission d'enquête. Manifestement comme on dit Victor Castanet a des « biscuits », et on attend avec impatience la suite de l'affaire.

Cela dit, elle est quand même assez anecdotique, tant les liens entre les monopoles capitalistes et les membres du gouvernement sont permanents et généraux, et pas seulement chez les macronistes – on n'a pas oublié le PS! Le livre fait de la polémique avec la ministre le premier et le dernier chapitre, effet marketing recherché à l'évidence. Ce qui compte avant tout, c'est la manière dont le capitalisme se soumet tous les aspects de la vie sociale, les transforme en sources de profits déshumanisés, aujourd'hui jusqu'à l'éducation des plus jeunes enfants. C'est quand même la démonstration du livre, c'est cela qui compte et qui alimente notre rage contre ce système barbare et catastrophique, c'est cela qu'il faut retenir!



C. VIVÈS, L. SIGALO SANTOS
J.-M. PILLON, V. DUBOIS, H. CLOUET

Chômeurs, vos papiers !

RAISONS D'AGIR

CHÔMEURS, VOS PAPIERS !

Claire Vivès et al.

Raisons d'agir 2023, 156 pages, 13,00 €

10

Même si vous connaissez ou si vous avez connu la situation de chômeur, ce petit bouquin vous apprendra des choses. Il vous rappellera d'abord toute l'idéologie et la politique bourgeoises, bien résumées dans cette célèbre phrase de Macron de septembre 2018 : il suffit de « traverser la rue » pour trouver du travail. Autrement dit, tous les chômeurs sont des feignants. Tout est là, au fond : responsabilité individuelle et concurrence. Reste à expliquer d'où est venue cette grande vague de fainéantise qui a touché des millions de travailleurs à partir des années 1970...

Un autre aspect du chômage, c'est le côté temps libre. Très relatif étant donné toutes les démarches obligatoires. Mais le « groupe dominant » a toujours cherché à « contrôler le temps libre du peuple » pour éviter qu'il ne « s'instruise, s'organise et se révolte » (citation de Du pain et des jeux, de Pierre-Noël Giraud).

Quelques rappels historiques sont chargés de leçons. Les Bourses du Travail étaient à l'origine des lieux de solidarité où se partageaient des tuyaux pour se faire embaucher, et des aides mutualistes. Puis, en 1884, « l'État s'associe avec les syndicats les moins révolutionnaires auxquels il délègue la

gestion, l'indemnisation et le contrôle ». Enfin, la loi du 14 mars 1904 met les syndicats hors-jeu. Elle rend obligatoire la création d'un bureau public de placement municipal dans les communes de plus de 10 000 habitants, ce qui acte la mainmise des autorités publiques sur les sans-emploi. Les syndicats « représentatifs » seront réintégrés dans la gestion « paritaire » sous l'impulsion de De Gaulle en 1958. Bel exemple de transformation de la solidarité de classe en rouage de l'appareil d'État, et bel exemple du rôle des syndicats réformistes dans l'opération.

L'accompagnement et le contrôle ont toujours été mêlés, mais les chômeurs le savent : ANPE, Pôle Emploi ou France-Travail sont quasiment nuls dans l'aide à la recherche d'emploi (p. 110). Reste le contrôle, de plus en plus téléphonique ou informatisé, et la menace de radiation ! Par contre, les chômeurs indemnisés – moins de la moitié – ont tendance à croire à une aide de l'État, alors qu'il s'agit d'un droit, créé par cotisations (p. 103).

Dernière leçon et conclusion : la dégradation de la situation des chômeurs organisée par le gouvernement a un impact sur ceux qui travaillent. Ils ont tendance à supporter des salaires et des conditions de travail insupportables pour ne pas se retrouver en fin de droits. Les droits des chômeurs sont donc l'affaire de tous.

Devinette. Une loi qui a acté la primauté des besoins en matière de main-d'œuvre, c'est-à-dire l'acceptation de tout emploi disponible indépendamment du niveau de qualification professionnelle, vous connaissez ? Elle date du 11 octobre 1940, émise par le régime fasciste de Vichy.

LES VIOLS DE GISÈLE, PHILIPPINE, MARIA ET TANT D'AUTRES,
NE SONT PAS DES FAITS DIVERS !

C'EST LE MACHISME ET LE PATRIARCAT QUI POSENT PROBLÈME !

Déclaration de l'OCML Voie Proletarienne du 22 octobre 2024

Les affaires des viols de Mazan, le viol et le meurtre de Philippine, l'affaire des deux rugbymen français violeurs en Argentine comme tant d'autres, ne sont pas des faits divers !

Depuis les mouvements féministes de mai 1968, jamais la question des droits des femmes, des féminicides et du coup, des violences faites aux femmes ne s'est autant posée que dans les années 2000 ! Après #Metoo en 2006 qui a été une onde de choc, une ode à la révolte et à la libération de la parole des femmes à travers la France et le monde entier a tout bouleversé ou presque.

En France, l'affaire des rugbymen violeurs est minimisée, y compris par les associations féministes, les affaires des viols de Mazan, de Philippine font la une des gros journaux, comme de simples faits divers, entre un silence politique complice d'un côté, comme pour l'affaire des viols de Mazan et une récupération à vomir contre les sans-papiers via le prétexte de l'OQTF dans l'affaire Philippine, de la part de partis politiques fascistes comme le RN ou la droite dure comme LR. Rappelons que dans leur programme politique, ces derniers remettent la place de la femme au foyer, en usine de production à bébé. Même Macron l'a fait, avec son « natalisme ». Des mots horribles, sortis d'un passé lointain qu'on croyait révolu. Oui toutes les femmes, surtout celles issues des minorités,

racisées ou non, les ouvrières, les prolétaires des villes et des campagnes.

« Il n'y a pas mort d'hommes ! » voilà ce que répond le Maire de Mazan à la BBC, sur les viols commis sur Gisèle Pélicot ! **Pourtant, il y a mort de femmes !** Car non seulement on méprise les victimes, qui en parallèle doivent constamment prouver auprès des commissariats, des médias et donc aux yeux de la société, qu'elles ont bien subi ses sévices, ses crimes. Mais il y a le silence et la récupération politique à travers ses « affaires » comme ils disent.

Sur le plan international, faut-il rappeler la décision de la cour suprême des Etats-Unis avec des ultra-conservateurs proches de Trump, qui interdit l'avortement !

Ou encore en Afghanistan, où les femmes se révoltent, résistent pour se libérer de la domination fasciste et fondamentaliste du pouvoir des Talibans, au risque de leur vie ! En Iran, avec le Mouvement Femme, Vie et Liberté après l'assassinat de Mahsa Amini par la police des mœurs. Et les exemples ne manquent, malheureusement pas !

C'est aussi le combat d'une classe, celle des invisibles, des exploitées, des minorités issues ou pas de l'immigration, avec ou sans papiers, en somme des prolétaires, contre une autre, dominante, écrasante, méprisante, la bourgeoisie !

Mais les droits des femmes, les violences faites aux femmes ne sont pas qu'une affaire de femme ! C'est l'affaire tous et des hommes y compris. C'est aussi, un système qu'on déteste ou pas le mot, qui

s'appelle le Patriarcat, encouragé et développé dans un système qu'on appelle capitalisme. Ici, il ne s'agit pas de dire que tous les hommes sont des monstres ? Non ! Mais à aucun moment, la question d'une remise en cause de leur comportement, ne s'est posée, que ce soit sur le banc des médias, de la scène politique (du RN à LFI) et dans la société en général. Et pourtant, qu'on le veuille ou non l'admettre, il s'agit bien de quelque chose de général, entretenu par le système. Il est peut-être conscient ou inconscient, mais les hommes ont aussi un rôle à jouer, avec nous les femmes. Ils peuvent aussi trouver le moyen de se libérer du virilisme et de la masculinité.

Une chose est sûre ! Les violences faites aux femmes, ce ne sont pas seulement des viols (donc des crimes), commis par des soi-disant monstres. Non ! Ce sont des hommes ordinaires, avec un travail, une famille.

Les violences faites aux femmes, ce sont les injonctions d'une société capitaliste, qui produit, qui conduit à ce genre de comportement, de domination, de réduction à une marchandise ou une chose, de pouvoir. Les violences c'est quoi en vrai ? Un viol ? Oui, mais pas seulement. Un attouchement, une parole, un harcèlement moral ou physique, un comportement en gros, un rapport de domination d'un genre sur un autre. Voilà à quoi ressemble le patriarcat dans un système capitalisme !

Mais aujourd'hui, comme hier, des femmes et des hommes d'ici et d'ailleurs se lèvent pour crier, pour dénoncer et dire NON au silence, NON au patriarcat, NON au capitalisme ! C'est le courage

incroyable d'une femme qui porte un prénom emblématique du combat des droits des femmes, Gisèle Pélicot après Gisèle Halimi, c'est le combat mondial des femmes contre la domination et l'oppression, on appelle cela le féminisme.

C'est ce combat que nous, maoïstes de l'OCML-VP, souhaitons nous inscrire, pour soutenir et bâtir ensemble, un féminisme révolutionnaire international. Comme nous l'avons déjà fait avec nos sœurs de Rawa en Afghanistan, Mahsa et le mouvement Femme, Vie et Liberté en Iran, mais également en soutien indéfectible à toutes ces femmes, comme Gisèle Pélicot, la petite Philippine, Maria la femme violée en Argentine, l'athlète ougandaise Rebecca Cheptegei brûlée vive par son compagnon et tant d'autres femmes aux visages connus ou inconnus. Elles ont un nom, une vie, elles existent !

SOLIDARITÉ

**avec nos filles, nos sœurs, nos mères
ouvrières, prolétaires de France,
de Palestine, d'Afghanistan, d'Iran,
du Liban, du Kurdistan, du Sénégal,
du Soudan et d'ailleurs !**

**NON au SILENCE, au PATRIARCAT
et au CAPITALISME !**

**OUI à la SOLIDARITÉ
et à la CONSTRUCTION**

**INTERNATIONALE d'un FÉMINISME
RÉVOLUTIONNAIRE !**

**NE NOUS LIBEREZ PAS,
ON S'EN CHARGE !
ORGANISONS-NOUS !**



LA DOMINATION DES CORPS, REFLET DE LA DOMINATION DE CLASSE

L'affaire des viols de Mazan a sidéré une large majorité de la population, bien au-delà des mouvements féministes. Comment a-t-il été possible à un homme « ordinaire » de vendre sa femme comme un vulgaire tas de viande, pour qu'elle soit violée par des dizaines d'autres hommes « ordinaires » ? De traiter le corps d'un être humain comme une chose, une marchandise, un corps que l'on possède, que l'on domine, que l'on soumet suivant sa simple volonté ?

L'horreur de ces crimes, associée à l'attitude magnifique de Gisèle Pélicot, ont une nouvelle fois remis sur le devant de la scène la notion de « PATRIARCAT », cette société où les femmes sont dominées par les hommes, soumises et asservies, ici chimiquement.

Mais ce concept, « patriarcat », reste confus. Au-delà de l'opposition visible entre les femmes et les hommes, on ne voit pas bien d'où il vient et comment en sortir. Et même l'affirmation d'une partie des révolutionnaires considérant que seule la révolution anti-capitaliste permettra d'en finir avec lui reste approximative et insatisfaisante.

Au XIX^e siècle, aux USA, ce sont les femmes féministes qui se sont d'abord insurgées contre l'esclavage. C'est ce que rappelle Angela Davis dans son livre « Femmes, race et classe » (1981). Car les féministes américaines, qui **étaient confrontées** à l'esclavage sur leur territoire contrairement à la France, avaient déjà perçu le lien entre ces deux situations : la domination et la soumission des corps.

Contrairement à ce qu'on entend régulièrement, la domination des corps n'est pas seulement une domination sur celui des femmes. C'est une

domination sur tous les corps, liée, dès l'origine des sociétés de classes, à une domination économique.

LE PATRIARCAT, C'EST LA DOMINATION DES CORPS POUR UNE DOMINATION ÉCONOMIQUE

L'homme a d'abord domestiqué les animaux et la terre pour se les approprier. Il a ensuite domestiqué le ventre des femmes et les enfants pour l'héritage et la perpétuation de sa domination. Et il a dominé les corps des autres hommes, des autres femmes, des autres enfants pour la force de travail, la reproduction de celle-ci et la production des biens de richesse (esclaves, serfs, ouvriers, femmes).

S'approprier le corps d'autrui pour s'enrichir et asseoir son pouvoir produit une société de classes. C'est la domination sur les corps de ceux qui travaillent et qui produisent la richesse :

- Les esclaves, main-d'œuvre gratuite qui a permis, depuis l'antiquité, de produire les richesses dans les sociétés esclavagistes.
- Les serfs (paysans attachés à la terre) dont la production est en grande partie donnée aux seigneurs féodaux.
- Les peuples colonisés qui ont été décrits comme violents, incultes, sauvages, similaires à des enfants, afin de justifier le vol de leurs terres et de leurs richesses, l'esclavage, l'asservissement. Le racisme comme outil de domination.

- Les ouvriers, qui augmentent à partir du XIX^e siècle et permettent le fonctionnement des usines, produisent les biens de consommation en grande quantité et à moindre coût, au prix de la destruction de leurs corps et de leurs esprits, avec toutes les souffrances liées à la pénibilité.

La domination des corps, est liée avant tout à l'exploitation de la force de travail des autres pour le profit d'une minorité. Elle apparaît avec la création de la société de classes (mais bien avant le capitalisme). Et pour cela, il faut...

S'approprier la nature pour développer son pouvoir économique en niant les impacts sur les milieux naturels. Considérer que :

- la faune, la flore de la planète sont avant tout au service du profit et doivent répondre aux normes de rentabilités économiques. Alors faisons pousser des tomates et des fraises en hiver, utilisons les pesticides, les engrais chimiques pour que la nature réponde aux besoins de rentabilité.

- les espaces et les êtres qui y vivent doivent se plier aux volontés du capital. Déplacer les villages et polluer les terres pour récupérer les richesses du sol, raser les forêts aux détriments peuples autochtones et des animaux pour récupérer le bois et étendre les zones d'exploitation.

S'approprier le corps des femmes et politiser leur ventre comme moyen de faire perdurer cette organisation sociale.

- reproduction de la force de travail
- reproduction de la main d'œuvre future pour les classes dominées
- production d'héritiers pour conserver la domination économique familiale des classes dominantes
- invention d'un modèle de famille qui définit le rôle de chacun. L'homme patriarcale et dominant, la femme domestique et responsable du soin de la famille et des enfants sous la coupe du patriarcale.

Pour justifier toutes ces dominations, il a fallu justifier et inventer des théories pour que les dominés, les exploités acceptent leur situation.



LE PATRIARCAT, C'EST LA DOMINATION PAR LE DISCOURS ET LE MENSONGE

La société bourgeoise nous assène continuellement que la Grèce antique a été le berceau de la démocratie. Cette affirmation doit déjà nous faire douter de ce qu'est la démocratie si celle-ci vient d'une société qui considérerait qu'il existait trois catégories de personnes : les citoyens, les esclaves et les femmes. Le tableau est déjà posé. Les citoyens votent, dirigent, possèdent des richesses. Celles-ci sont produites par les esclaves. Les femmes esclaves reproduisent la force de travail, les femmes de citoyens sont des ventres qui servent à la préservation du patrimoine. C'était, selon les Grecs, une société dictée par les dieux : déjà la religion comme outil de propagande de la domination. Et c'est le schéma récurrent des sociétés occidentales.

Le christianisme a balayé l'antiquité en déclarant que nul homme ne pouvait être esclave. Alors est

arrivé le féodalisme et le servage : la main d'œuvre attachée à la terre du seigneur, corvéable à merci. Le mensonge : le seigneur protège le paysan et en échange, celui-ci nourrit le seigneur. Mais, l'organisation reste la même, de l'esclavage déguisé. Alors pour justifier l'esclavage et la déportation des Africains, il a fallu leur enlever le droit d'être humain. Ainsi, pour trouver une trace des esclaves dans les archives comptables des plantations, il faut chercher dans la rubrique des meubles et des animaux. Mensonge encore !

Et puis les sociétés de classe ont toujours eu besoin de s'étendre pour augmenter leurs richesses. Dès l'antiquité avec l'empire gréco-romain, les Perses ou les Mongols. Les Vikings et les Germains menaient des invasions, des pillages pour s'enrichir. Avant que la France devienne une nation, les guerres entre les multiples

chefs féodaux étaient une nécessité pour étendre leurs richesses et donc leur domination. Car le pendant des sociétés de classes est que ses différents membres sont constamment en concurrence les uns avec les autres. Et pour justifier l'occupation des terres d'autrui, l'organisation en classe sociale n'était plus suffisante, il fallait inventer la race et la hiérarchiser en fonction des besoins. Les Anglais appelaient les Écossais et les Irlandais des sauvages. Les Juifs et les Tziganes étaient considérés comme des sous êtres humains et subissaient des pogroms dans toute l'Europe. Les Africains du nord étaient fourbes et violents, les Africains plus au sud étaient de grands enfants qu'il fallait éduquer. Le patriarcat a inventé la hiérarchie des « races » pour justifier la colonisation des terres et des peuples des autres continents.

Et les femmes dans tout ça ? Et bien toujours la même rengaine. Comme dans l'antiquité, à toutes les périodes de l'histoire, la femme reproduit la force de travail par le travail domestique et par la production d'enfants. Elle est même une force de travail... travail domestique et travail productif comme les femmes esclaves ou les ouvrières du textile. Quant aux femmes des classes dominantes, leur rôle est de reproduire leur classe et cette domination.

La société de classe s'est développée au fil de l'histoire de l'humanité, et la domination des corps en a été un des moyens, ensuite théorisée en une idéologie dominante actuelle où le bourgeois occidental et blanc s'approprie le droit de posséder le corps des autres, via la religion, les systèmes éducatifs et médiatiques. On en arrive à une émission de télévision sur la ménopause où le plateau réunit sept hommes et pas une seule femme ! Idéologie ensuite retransmise dans toute la société, au-delà de la bourgeoisie, avec comme manifestations toutes les formes de sexisme et de racisme, de domination patriarcale, jusqu'à l'horreur des viols de Mazan. Le « reflet » de la domination de classe. L'objectif économique n'est plus là. Reste l'aliénation, c'est-à-dire le « reflet » dans la superstructure et l'idéologie de la base économique et des rapports de production.

La bourgeoisie ayant construit un système de domination des corps pour sa domination économique, elle a développé une idéologie qui dépasse le cadre économique et qui a aliéné les classes dominées. C'est ce qui amène des « hommes ordinaires » à dominer le corps des femmes. C'est ce qui amène certains.e.s à considérer que les jeunes racisés ne sont pas des jeunes comme les autres.



LE PATRIARCAT, C'EST UN MODE DE DOMINATION, QUI REFLÈTE LA NATURE DU CAPITALISME

Le discours général de la gauche dans son ensemble est de considérer que tous les maux de la société sont tous dû au capitalisme. En ce qui concerne le réchauffement climatique, nous pouvons penser que c'est vrai. Ce sont les nouvelles technologies et l'exploitation des ressources naturelles à outrance qui détruisent la planète. Mais en même temps, cette exploitation excessive des ressources naturelles vient aussi de cette conception de « domination », cette nécessité de dominer toutes les parties de la planète pour des profits toujours plus importants.

Le capitalisme n'a rien inventé sur la question de l'exploitation des corps et de la nature. Il a inventé les outils mais il s'est surtout appuyé sur ce qui existait déjà. Il est important de comprendre qu'abattre le capitalisme ne fera pas disparaître la domination des corps, que ce soit la domination des corps de travailleurs ou la domination du corps des femmes.

A la rigueur, on peut imaginer que la fin du capitalisme pourrait atténuer la prédation des ressources naturelles. Mais même cela n'est pas sûr s'il n'y a pas de réflexion sur la surconsommation, le productivisme et la protection de la nature. Car cette domination est bien plus ancrée dans les personnes, dans la société que ne l'est le capitalisme. C'est ce qu'on appelle l'aliénation. Abattre le capitalisme ne fera pas disparaître la société de classe, la division sociale du travail et tous les mensonges inventés pour justifier la domination.

Cela signifie que dans la lutte contre le capitalisme, nous devons, à chaque étape, sur chaque aspect, nous poser des questions relatives au sexisme, au racisme. Mais il s'agit aussi, lors de luttes féministes, écologistes, contre le racisme, de se poser des questions de classe.

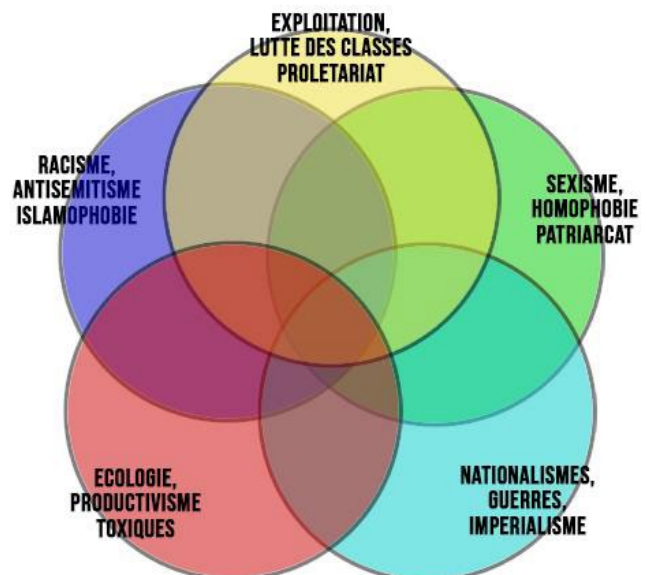
Dans « Femme, race et classe », Angela Davis rappelait que dans ces groupes de femmes qui luttaient contre l'esclavage, regroupant des femmes issues de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie américaine, de femmes ouvrières et prolétaires dont d'anciennes esclaves, la première

scission avait eu lieu sur des questions de classe, puis sur les questions de « race ». Car les conséquences et les moyens de luttes ne sont pas les mêmes selon la place de chacune dans la division sociale. Les conséquences écologiques ne sont pas les mêmes selon les pays d'habitation, selon les moyens économiques. Le racisme n'est pas vécu de la même manière selon le quartier ou la ville d'habitation et selon sa place dans la hiérarchie sociale.

Pour des raisons de dominations économiques, le patriarcat a développé une idéologie hiérarchisant les êtres. Mais cette idéologie a dépassé le cadre purement économique. Elle a infusé dans toute la société, dans toutes les couches sociales, dans tous les pays. Cette idéologie s'est développée indépendamment de la question économique de manière plus ou moins sévère selon les pays et leur histoire. C'est la raison pour laquelle, les luttes contre le sexisme, le racisme, les luttes écologiques doivent être articulées avec les luttes contre l'exploitation, avec celle-ci comme fondement. L'intersectionnalité, c'est le débat actuel qui devrait avoir lieu dans tous les mouvements militants (féminisme, écologie, anti-racisme, syndicalisme etc.).

La lutte des classes ne peut plus se faire sans prendre en compte les questions de domination des corps.

Il ne peut y avoir de libération des corps sans libération de l'exploitation, même si cela n'est pas un fait automatique. Mais il ne peut y avoir de libération de l'exploitation sans une libération des corps.



LA CRISE ÉCOLOGIQUE À CÔTÉ DES CRISES ÉCONOMIQUES ET MILITAIRES

L'écologie, la destruction de la planète est manifestement le cadet des soucis des gouvernements successifs, il suffit de voir les ministres de l'agriculture qui se succèdent, chacun.e pire que le ou la précédent.e : la nouvelle ministre Annie Genevard, est le fidèle relais de la FNSEA et de la Coordination Rurale, fermement opposée à toutes les initiatives écologiques.

Et pourtant, jamais le volet écologique de la crise générale actuelle n'a été aussi visible. Dérèglement climatique, crise de l'eau, développement des toxiques chimiques et des déchets, relance du nucléaire via les EPR, pas un jour sans une nouvelle catastrophe

Alors, n'oublions pas : à côté de la crise économique mondialisée, des crises militaires et des risques de nouveau conflit mondial, il y a la crise écologique partie intégrante de la crise générale du capitalisme-impérialisme - la planète brûle !

Nous publions dans ce numéro un petit dossier :

- Tout d'abord une critique du livre tout récent des Soulèvements de la Terre, « Premières secousses », qui fait le point de la critique du système et de la mobilisation contre ses effets partout dans le pays.
- Pour être ensuite dans le concret et donner corps à l'écologie, un petit article qui décrit ce que sont désormais les agro-industriels toxiques de la FNSEA. Car on connaît en fait mal le mode de production agricole moderne, mis à part qu'il nous empoisonne dans l'alimentation. Mais c'est bien plus grave que ça, un article édifiant !
- Nous publions ensuite un rappel de la catastrophe de Bhopal en Inde, il y a 40 ans en décembre 1984, une présentation rapide qui renvoie à un long article disponible sur notre site en ligne.
- Enfin, nous avons traduit un débat entre deux organisations maoïstes, l'une américaine, l'autre norvégienne sur la décroissance. Concept qui fait largement débat, tant il a été répandu par des positions réactionnaires (Pierre Rahbi), mais qui ouvre malgré tout une réflexion nécessaire. Un débat à continuer, un débat important, un débat très lié à un sujet qui nous est cher, la « Théorie des Forces productives » et ce qu'elle comporte de base objective au révisionnisme.

LES SOULÈVEMENTS DE LA TERRE... SOULÈVENT DE BONNES QUESTIONS

Les Soulèvements
de la terre

Premières secousses

Quel est ce mouvement, créé en janvier 2021 – il n’y a pas 4 ans – et qui rassemble des milliers de militants et de manifestants, en particulier contre les méga-bassines actuellement? 150 comités locaux en France tout de même, et ceci après la tentative de dissolution par Darmanin. Comment fonctionne-t-il, et surtout quelle est sa ligne politique, son but, ses perspectives? Toutes les réponses à ces questions se trouvent dans un livre-manifeste qui vient de paraître :

Premières secousses, Les Soulèvements de la terre, La Fabrique 2024, 296 pages, 15,00 €

Vraiment passionnant. Le résumé des aventures, de Notre-Dame des Landes à La Rochelle en passant par Sainte-Soline, vaut à lui seul le détour. Voyez seulement la première initiative massive (pp. 23-30), l’embellissement et le « désarmement » des installations de Lafarge et Eciom dans le port de Gennevilliers en juin 2021. Le récit est émaillé de questions simples et complexes à la fois. Pourquoi cibler les bétonneurs? Comment faire pour que chacun sache « dans quel type d’action il s’engage » - tous ne viennent pas de XR (Extinction-Rébellion) – et en même temps garder « un certain degré d’opacité » pour ne pas être accueillis par une armée de flics? Et comment agir en alliance avec les ouvriers du lieu, caristes, chauffeurs de bétonneuses, plutôt sympathisants de l’action? (Cette alliance avec les ouvriers, c’est « une piste à creuser » - p. 27). Enfin, comment échapper à la dictature des médias qui, soit vous ignorent, soit vous salissent (de violents « écoterroristes »)? Dans le cas présent, ce fut la première tactique : « une très faible couverture médiatique », et les industriels « n’ont même pas porté plainte ».

Au-delà des récits et des questions tactiques, ce livre vaut surtout pour toutes les questions politiques et stratégiques qu’il pose de front, ce que beaucoup de militants évitent de faire. Deux chapitres sont d’ailleurs sous-titrés « Position », l’un au début, « Faire atterrir l’écologie » (p. 15), l’autre vers la fin, « All power to the people » (p. 216), suivi de la partie 4, « Bâtir une organisation pas à pas ». La grandeur et les limites de cette grande coordination y apparaissent clairement. Trois exemples.

1. La question des classes sociales.

La masse intellectuelle petite-bourgeoise qui entend incarner la terre qui se soulève, converge naturellement avec celle des petits paysans, plus

précisément ceux de la Confédération Paysanne. Mais la main est toujours tendue aux ouvriers et autres travailleurs, qui ne restent pas seulement « une piste à creuser » signalée en passant. Ils sont présents et nommés plus d’une dizaine de fois (pp. 27, 44, 83, 85, 113, 118, 122, 123, 134, 148, 192, 259). Les ouvriers agricoles, bien sûr, mais aussi les sans-papiers du bâtiment, tous les ouvriers d’usine...

Nos écolos font de cette classe des travailleurs l’objet de leur « contradiction principale » (p. 122) : « Là réside la principale contradiction de l’écologie : la difficulté à articuler finement le nécessaire démantèlement des infrastructures écocidaïres et l’émancipation sociale des travailleurs qui les font tourner. Comment s’y prendre, bout par bout, pour que démanteler ne signifie pas désindustrialiser et délocaliser? ».

La question de la classe ouvrière est donc ouverte? En réalité, elle n’est que partiellement entrouverte. Il ne s’agit surtout pas de retrouver un « sujet principal », politique et historique (p. 259) : « L’appréhension du prolétariat comme une classe unifiée est devenue loin d’être évidente et le sujet s’est considérablement diffracté. Les mouvements des cinq dernières décennies ont vu l’émergence d’une variété d’autres sujets – jeunes, femmes, précaires, habitant-es des quartiers populaires, paysan-nes du Sud global -, vecteurs de révoltes et bouleversements sociaux substantiels. Les Gilets jaunes ont rappelé qu’à tout moment des soulèvements majeurs pouvaient surgir des couches déconsidérées de la société. Mais ni les uns ni les autres n’ont prétendu endosser le rôle historique dédié à l’immense peuple des ateliers et des usines. De fait, la foi en l’émergence d’un sujet collectif qui combinerait le fait d’occuper LA position capable de produire des transformations attendues et la conscience révolutionnaire qui va avec s’est dissipée. S’il n’y a plus un groupe social suffisamment cohérent chargé de redessiner le monde à sa guise, l’appréhension d’un bouleversement conséquent tend alors à devenir composite, à s’appuyer sur différentes entités, issues de différentes positions sociales et portées par différents intérêts à agir. »

Un grand mouvement composite, rassemblant des intérêts différents, voilà une belle définition de la manière dont les Soulèvements se pensent eux-mêmes. Ils substituent donc à une articulation organisée une macédoine de « peuple entier », à la mode très classique de la petite-bourgeoisie.

2 . La question du réformisme.

Deuxième exemple de question stratégique abordée : réforme ou révolution. Les Soulèvements se permettent de se réclamer en même temps de la révolution (« La révolution est un horizon », p. 227), et de refuser de se prononcer (« échapper à l'alternative rouillée entre réforme et révolution », p. 223). Car le point commun des réformistes et des « néo-léninistes verts », c'est de « dire que l'État est le seul acteur à la hauteur de l'urgence » (p. 216). Cependant, « les mouvements qui se réclament des changements *par en bas* semblent eux aussi échouer à arracher des victoires conséquentes, ou des victoires tout court » (p. 217).

Une troisième voie, proche de la deuxième, consiste à cultiver les ZAD (p. 224). « Au lieu de chercher à transformer, par le haut ou par le bas, une structure sociale verrouillée de toute part, il devenait possible de la trouser en certains points précis, capables de rayonner très largement. » « Par la force de l'exemple, par des expériences à petite échelle, qui naturellement échouent toujours » (écrivait Karl Marx en 1847).

Les Soulèvements optent donc pour une quatrième voie, un ensemble composite là encore, la recherche d'une bonne stratégie à travers des tactiques variées. « Il n'est pas certain pour le moment que ce sillage dessine une stratégie unifiée » (p. 225).

Nous sommes en recherche : c'est à la fois honnête, ouvert, et inquiétant.

Une remarque à ce sujet (des questions stratégiques). Les Soulèvements sont bien placés pour savoir que, dès qu'on ne se contente pas de paroles et de démarches légales mais qu'on attaque concrètement le système économique ou politique capitaliste, on trouve très rapidement en face de soi « des détachements spéciaux d'hommes armés » (dixit Lénine). Un décisif « moment de bascule » dans le « rapport de forces » (p. 227) ne sera atteint que si les travailleurs ont aussi leurs propres détachements (le moins spéciaux possible) d'hommes (et de femmes) en armes. Un demi-État, une dictature du prolétariat : le mot d'ordre central de Marx. Sur ce sujet, les libertaires, comme les trotskistes, ignorent totalement la lutte gigantesque des ouvriers chinois de 1967 contre l'apparition spontanée d'une nouvelle bourgeoisie après la prise du pouvoir révolutionnaire. Pourquoi ?

3. La question de l'organisation.

« Bâtir une organisation pas à pas. » Le plus étonnant, c'est qu'après avoir déclaré « Nous nous inscrivons plutôt dans la tradition autonome » (p. 224), les Soulèvements, confrontés aux problèmes d'organisation réels, et pas à des principes abstraits, semblent prêts à réinventer l'eau tiède – ou plutôt ici le marxisme-léninisme –, comme une grande nouveauté créatrice – mais à ne surtout pas se rapprocher du marxisme-léninisme en question. Jugez-en.



Il nous faut « un espace de coordination formalisé, assurant la continuité entre les moments d'assemblée » (p. 247). Bien qu'étant une coalition, un mouvement, nous devons aussi « nous doter de structures propres, durables et d'espaces de décisions réactifs » (p. 241). Pourtant, nous ne devons pas « confondre domination et structuration d'une capacité collective à agir » (p. 243). Bref, sortir de « la tyrannie de l'absence de structures, au sein de groupes informels, où l'horizontalité apparente et l'opacité des critères de décision favorisaient leur accaparement par certains » (p. 249).

Sont donc nécessaires : « Un espace de coordination formalisé » - un parti, un comité central, avec ses commissions ? « Articuler horizontalité et verticalité » (p. 245) – selon le principe du centralisme démocratique ? Et même, « reconnaître que nous pouvons maintenir notre niveau d'exigence sur l'organisation du mouvement parce qu'un certain nombre de personnes sont à la tâche à plein temps » (p. 76) – des révolutionnaires professionnels ?

Alors, les libertaires s'inquiètent !

Tous ces problèmes pratiques militants, et ces questions théoriques d'un mouvement réel, sont perçues comme des dérives par un certain nombre de libertaires. Les éléments « composites », imposés par la dimension nationale massive et en partie internationale des Soulèvements, sont, c'est vrai, relativement étrangers à la tradition anarchiste et libertaire.

La revue *Courant Alternatif* de l'OCL (organisation communiste libertaire), présentant ce livre *Premières secousses*, tient à rappeler qu'il faut « éviter que des décisions qui concernent l'ensemble ne soient prises que par un petit groupe jugé plus apte ». Il faut « nourrir l'horizontalité et rester autonome » (n° 324, été 2024, page 16).

Le 10 juillet 2024, Indymedia Nantes publie un compte-rendu de deux jours d'échanges, un texte de 54 pages intitulé « Adresse ouverte aux comités locaux des Soulèvements de la terre ». Le point de départ est de la même eau :

« On constate des méthodes d'organisation et de décisions au sein des Soulèvements de la terre qui nous renvoient à des vieilles recettes que l'on n'aime pas, comme celles d'être des interlocuteurs validés par le pouvoir en place. On pense qu'elles ne favorisent pas l'autonomie des individus et le renforcement des mouvements sociaux. Le partage des tâches et des responsabilités permettrait de se positionner sur les débats autour



des directions stratégiques du mouvement et il nous semble que ce n'est pas le cas. »

A la fois besoin de « directions stratégiques » (pourquoi au pluriel, une seule suffit !) et refus des leaders officiels (exactement comme les Gilets jaunes). Et voici les sous-titres des 20 premières pages :

p.5 : En quoi l'urgence influe-t-elle sur les formes de militantisme ?

p.9 : Comment tenter de s'opposer aux autoritaires ?

p.13 : Est-ce que les stratégies sont l'apanage des dominant-es ?

p. 17 : Les mouvements anti-autoritaires sont-ils condamnés à perdre ?

p.21 : Comment et pourquoi les Soulèvements de la terre prennent-ils une telle ampleur ?

Répondons à la question de la page 17. Oui, si les Soulèvements sont un mouvement purement anti-autoritaire, ils sont, à terme, condamnés à perdre. Ils leur faut résoudre des questions centrales comme celles qui ont été listées ci-dessus :

- Quel est le « sujet révolutionnaire », si ce n'est plus la classe ouvrière ? Quel est le rapport entre la classe ouvrière et les autres classes travailleuses ? Quelle est la place des intellectuels au sein du camp révolutionnaire ?

- Comment se construit le rapport entre les luttes locales, tactiques, immédiates, urgentes, et la lutte stratégique du mouvement global contre l'économie et la politique du Capital ?

- Quel type d'organisation est nécessaire ? Quelle dialectique entre centralisme et démocratie ?

Si les Soulèvements restent un mouvement à dominante petite-bourgeoise et libertaire, s'ils continuent à patauger dans leurs incertitudes, oui, ils sont « condamnés à perdre ». Ce serait dommage, car ils soulèvent les bonnes questions.

MAIS QUI SONT LES AGRO-INDUSTRIELS CAPITALISTES ET TOXIQUES ?

22



À chaque crise agricole (réduction de la collecte de Lactalis, grippe aviaire etc.) la profession bien organisée par la FNSEA appelle au soutien aux « paysans », au nom de la sécurité alimentaire, de la défense de « celles et ceux qui nourrissent le peuple ». Sur les réseaux sociaux, c'est même affligeant de voir ces campagnes de soutien (anonymes et indirectes bien sûr) directement liées aux événements agricoles ;

Nous parlons d'agro-industriels capitalistes et toxiques. Ce n'est pas la même chose (évidemment!).

Alors expliquons un peu concrètement de quoi on parle, à partir de la réalité d'une exploitation agricole capitaliste moderne, modèle valable dans le Sud-Ouest, dans la Beauce, en Picardie ou ailleurs.

Considérons une exploitation agricole de quelques dizaines voire centaines d'hectares, en céréales.

Il y a un propriétaire, le fameux « paysan ». En fait, c'est un ingénieur agronome (qui a fait l'Agro), SEUL sur l'exploitation. Zéro salarié, seul, vraiment tout seul.

Il a un énorme tracteur, 300 à 400 cv, capable de labours en grande profondeur, au mépris d'ailleurs de toutes les recommandations écologiques récentes. Et la tendance est aux engins robotisés.

Ce monsieur (le « paysan ») prépare les parcelles après les récoltes, avec son tracteur.

Ensuite, il rentre chez lui, et **il se met devant ses ordinateurs et écrans**, pour suivre les cours mondiaux des bourses aux produits alimentaires, instantanés, à 3 mois, 6 mois, 9 mois. **En fait il devient TRADER.**

Il observe, suppute, et décide de planter ça ou ça. **Pas du tout en fonction des besoins alimentaires**, mais en fonction des cours de la bourse et des revenus attendus. Il plantera donc du blé, du maïs, du tournesol, du chanvre ou des pâquerettes en fonction des revenus attendus au moment de la récolte et donc de la vente (bien sûr la nature du terrain joue et ne permet pas tout, mais c'est l'idée).

On souffle, on réfléchit. Vous avez bien suivi ? **Ce « paysan » n'en a rien à foutre de ce qu'il produit**, en vrai comme tous les capitalistes. Ce qui l'intéresse, c'est le produit final de la vente à l'international, le profit.

Mais l'affaire n'est pas finie.

Que fait notre « paysan », qui n'a aucun salarié, comme on l'a dit ? Il va travailler tout seul la terre comme un damné ? La belle blague.

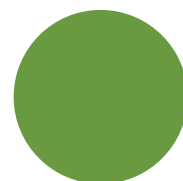
Non, il fait alors appel à des **entreprises de sous-traitance**, au fil de la saison : pour les semis, pour les traitements, pour l'arrosage, etc. et bien sûr au final pour la récolte. Il passe des contrats, sur un résultat, en se moquant comme d'une guigne de la manière dont ça se passe ensuite : sous-traitance en cascade, sans-papiers etc. Et ce « paysan », il passe en fait une partie de son temps à faire des calculs de rentabilité, qu'est-ce qui va lui coûter le moins

Ce « paysan », agro-industriel capitaliste et toxique, est en fait le symbole parfait du capitalisme. C'est l'aboutissement de la pénétration du capitalisme/impérialisme dans ce secteur productif. On est loin, très loin de la petite production agricole à l'ancienne.

Bien sûr, tout le monde agricole n'est pas à cette image, heureusement. C'est la dominante, celle de la FNSEA et de la Coordination Rurale proche du RN. Mais il existe une fraction minoritaire de paysans qui s'oppose à cette évolution, pour une production écologique, sans pesticides, protectrice de la nature. Ce sont les paysans de la Confédération Paysanne que l'on voit lors des initiatives des Soulèvements de la Terre, pour la défense de l'agriculture bio ou raisonnée.

On notera que si toutes les organisations écologistes et « révolutionnaires » font les yeux doux à ces petits paysans indépendants, elles n'ont pas remarqué l'augmentation récente du prolétariat agricole (en particulier chez les sous-traitants), les premières victimes des conditions de travail et des toxiques chimiques.

Les paysans représentent moins que 3% de la population active en France, toutes catégories confondues, plus rien à voir avec la sortie de la guerre. Mais le débat sur l'agro-industrie, sur les exportations (lait, volaille, blé), sur la consommation de la viande, sur les toxiques chimiques à l'origine de multiples cancers doit se poursuivre, et avec véhémence !



IL Y A 40 ANS, LA CATASTROPHE DE BHOPAL

Bhopal, 800 000 habitants, État de Madhya Pradesh, Inde.

Le 2 décembre 1984, un nuage toxique s'échappait d'une cuve de stockage et retombait sur la ville, faisant des milliers de morts. Sécurité bafouée, bidonvilles environnant l'usine... la catastrophe de Bhopal est bien typique des accidents dus au type de développement industriel en oeuvre dans le Tiers-Monde.

LES CIRCONSTANCES DE L'ACCIDENT

L'origine de l'accident : une cuve de stockage contenant environ 25 tonnes d'isocyanate de méthyle (MIC). Plusieurs mois avant l'accident, l'unité de réfrigération servant à maintenir le MIC sous forme liquide avait été fermée (...).

LE NUAGE MORTEL SUR LE BIDONVILLE

Un nuage de MIC se forme alors au-dessus de l'usine. Le voyant, **vers minuit et demi**, certains habitants du bidonville qui borde l'usine ont pu se sauver. Les sirènes de l'usine ne se mettront à hurler que **vers deux heures du matin** (...).

UN ACCIDENT ANNONCÉ

Depuis son entrée en production, il ne s'est pas passé une année sans que des fuites occasionnent des blessés ou des morts.

Le 5 octobre 1982, quatre ouvriers sont sérieusement touchés par les gaz échappés accidentellement et des habitants des localités voisines, celles-là mêmes qui ont été dévastées par la fuite de MIC, ressentent des sensations de nausée et quittent en toute hâte leur habitation.

Les inquiétudes sur les conditions de production du pesticide dépassent l'enceinte de l'usine. On en trouve des traces écrites. Ainsi, **en décembre 1982**, un parlementaire demande devant l'Assemblée que la sécurité de Bhopal soit inscrite à l'ordre du jour, et le porte-parole du gouvernement de l'État de Madhya Pradesh lui répond simplement : « Une somme de 250 millions de roupies a été investie dans cette usine. Ce n'est pas une petite pierre que l'on peut déplacer ici et là. Il n'y a pas de danger à Bhopal et il n'y en aura pas ».

Mais les incidents continuent, en particulier **en 1983**, deux techniciens sont gravement atteints par les gaz.

Suite à une enquête de sécurité, trois experts américains produisent un rapport mettant en garde sur les dangers d'une fuite massive de gaz, notamment lors du stockage. Ils souhaitent de plus que la société informe l'ensemble des personnels de la filiale des « conséquences catastrophiques » que pourrait avoir une réaction chimique en chaîne. Mieux, ils estimaient déjà qu'une telle réaction pouvait être possible dans des réservoirs de MIC, contaminés à plusieurs reprises par de l'eau. Or c'est bien une introduction accidentelle d'eau qui est à l'origine du désastre. Ce rapport qui énumérait déjà dix défauts constatés sur le réservoir sera sans suite. Il sera pourtant publié par un quotidien indien à grand tirage.

Ce rapport ne fut qu'un signal d'alarme parmi beaucoup d'autres que la direction de la Société ignore délibérément.

On s'aperçoit qu'au fil des ans, les incidents et les avertissements s'accumulent alors que, dans le même temps, les conditions de fabrication se dégradent.

Nageant à contre-courant des évidences, la direction de la Société, avec la complicité des administrations, a conduit inéluctablement vers l'accident (...).

L'article-enquête intégral (5 pages) à lire sur notre site : <https://ocml-vp.org/article2117.html>

EN DÉFENSE DE LA DÉCROISSANCE



Nous publions ci-après la traduction d'un article (<https://en.maoisme.no/2023/09/26/in-defense-of-degrowth/>) rapportant un échange entre maoïstes américains et norvégiens sur la question de la croissance et du développement des forces productives, à l'œil de l'écologie. Ce texte est long et fourni, nous n'en publions que des extraits, la traduction complète est disponible sur notre site : <https://ocml-vp.org/article2674.html>.

C'est un débat important pour les marxistes et les maoïstes, tant l'économisme (porté par les révisionnistes et les marxistes vulgaires) s'est toujours positionné pour la « libération de la croissance » et le développement infini des forces productives – souvent réduites d'ailleurs aux biens matériels. Nous rappelons quand même que les principales forces productives sont les producteurs eux-mêmes...

À titre d'exemple, nous voulons souligner un point (parmi d'autres) à peine abordé (autour de l'obsolescence programmée) dans cet échange, celui de la lutte contre les gaspillages. Où le développement des forces productives ne se traduira pas sous le socialisme par de la croissance, mais de la décroissance. On connaît le gaspillage de l'électricité (compte tenu de l'extrême centralisation impérialiste des réseaux, 10% de la quantité d'électricité produite est perdue dans le transfert), on connaît les montagnes de déchets qui s'accumulent dans les pays dominés (Inde, Ghana), on connaît les gaspillages alimentaires etc. Sachant que, bien entendu, l'essentiel des gaspillages ne sont que des conséquences immédiates du mode de production des grands monopoles capitalistes : les gros gaspillages sont faits par les « gros », et les petits gaspillages des « petits » sont organisés par les « gros »... Un enjeu de classe évident.

La lutte socialiste contre les gaspillages, grâce au développement et à la mobilisation des forces productives, aboutira, évidemment, à une forme de décroissance.

Le débat est ouvert, et certainement pas clos.

.....

MAOIST COMMUNIST UNION (USA) : « UNE AUTRE NOTE DE DÉSACCORD »

[...]

Nous avons également lu le récent article de Reidar Knutsen sur la crise climatique sur votre site web. Nous voulions partager quelques réflexions sur le sujet. Bien que nous soyons d'accord avec l'idée que la crise climatique est inextricablement liée au capitalisme, nous ne sommes pas d'accord avec l'idée que le problème principal est la croissance économique. Ceci, à notre avis, est une formulation libérale de la question. La résolution de la crise nécessitera en fait une croissance soutenue afin de disposer d'un surplus social suffisant pour investir dans la réhabilitation de l'environnement, financer des efforts massifs de R&D [recherche et développement] pour résoudre divers problèmes dans l'agriculture, la production d'énergie, la construction de nouveaux réseaux de transport, etc.

En fait, comme Marx et Engels l'ont noté, il est nécessaire de développer rapidement les forces productives sous le socialisme. Il s'agit d'une condition préalable essentielle à l'établissement du communisme. Il faut non seulement transformer les rapports de production, mais aussi développer les forces productives. Dans les Gründrisse, Marx

explique le rôle central du développement des forces productives pour faciliter la transformation qualitative du rôle du travail humain dans le processus de production, qui est une étape essentielle pour surmonter la forme-valeur.

(suit une longue citation de Marx, extraite des Gründrisse)

Bien entendu, pour qu'un tel développement des forces productives ait lieu, il est nécessaire de transformer les rapports de production par une révolution afin que la société humaine puisse développer sa « compréhension de la nature et [...] sa maîtrise en vertu de [sa] présence en tant que corps social ».

S'il est vrai que les ressources de la Terre sont limitées, nous ne voyons aucune raison logique pour que la société humaine soit confinée à la Terre ou même au système solaire dans le futur. Bien sûr, c'est un problème pour l'avenir, mais le problème de la production capitaliste et de l'environnement n'est pas dû à la croissance économique en soi, mais plutôt à la contradiction antagoniste entre l'homme et la

nature dans ce mode de production, qui est une expression de la contradiction entre la valeur et la valeur d'usage dans la forme-marchandise elle-même. Dans le cadre de la production capitaliste, les aspects qualitatifs des marchandises produites ne sont pertinents que dans la mesure où ils permettent à la marchandise d'être vendue, dans la mesure où ils peuvent exister en tant que porteurs d'une valeur qui peut être réalisée par le biais de leur échange. En fait, chaque progrès de la productivité exige une augmentation correspondante de la vente de plus de marchandises pour réaliser la même valeur (parce que l'augmentation de la productivité signifie que chaque marchandise individuelle nécessite moins de temps de travail socialement nécessaire).

Le fordisme et l'obsolescence programmée montrent comment les capitalistes sont contraints, par la logique de la production marchande, de fabriquer des biens de faible qualité qui se cassent plus facilement pour stimuler les ventes. Cette démarche est en partie motivée par la volonté de remédier à la surproduction, mais elle conduit clairement à un gaspillage social massif, alors qu'une grande partie de ce qui est jeté pourrait facilement être réparé et même être de meilleure qualité dès le départ. Dans le cadre du socialisme, les changements visant à produire des biens de consommation plus fiables et plus durables ne seraient pas entrepris dans le but de limiter la croissance économique, mais les ressources naturelles et le temps de travail actuellement gaspillés pour divers biens de consommation jetables pourraient être

réorientés vers des tâches bien plus importantes. Cela conduirait en fait à un développement beaucoup plus rapide et plus important de l'économie, tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

(...) Suivent deux paragraphes sur l'obsolescence programmée pour les smartphones

En outre, même dans un pays capitaliste avancé comme les États-Unis, de nombreuses personnes vivent encore dans un dénuement matériel extrême et il est nécessaire non seulement de redistribuer les biens existants (par exemple, il y a plus qu'assez de logements vides pour loger tous les sans-abri des États-Unis), mais aussi de développer considérablement l'économie pour surmonter les contradictions entre les villes et les campagnes à de nombreux égards et de transformer l'économie en profondeur.

Comme vous le savez sans doute, après le socialisme, la société communiste n'est pas non plus un état statique, elle ouvre les portes à un développement global sans précédent de la société humaine, selon des modalités jusqu'alors inconnues. Les remarques de Mao dans Une critique de l'économie soviétique sur l'importance du développement des forces productives vous intéresseront peut-être à cet égard. Nous sommes très intéressés par la poursuite de la discussion et du débat sur ce sujet et d'autres thèmes importants avec vous, camarades!

Union Communiste Maoïste (MCU)



RK: In defense of degrowth

REVOLUSJONÆRT KOMMUNISTISK (NORVÈGE) : EN DÉFENSE DE LA DÉCROISSANCE

[...]

Vous écrivez : « Bien que nous soyons d'accord avec l'idée que la crise climatique est inextricablement liée au capitalisme, nous ne sommes pas d'accord avec le fait que le problème principal est la croissance économique ».

En effet, la crise climatique est inextricablement liée au capitalisme, mais l'abolition du capitalisme n'implique pas nécessairement un développement durable tant que l'économie repose sur la croissance. Prenons l'exemple de la « loi économique fondamentale du socialisme » de Staline :

« Les traits essentiels et les dispositions de la loi économique fondamentale du socialisme pourraient être formulés à peu près ainsi : assurer au maximum la satisfaction des besoins matériels et culturels sans cesse accrus de toute la société, en augmentant et en perfectionnant toujours la production socialiste sur la base d'une technique supérieure »¹.

Cette loi économique est différente de celle qui régit le système capitaliste actuel en ce sens que la force motrice n'est pas l'accumulation de capital pour elle-même, mais la satisfaction consciemment planifiée des besoins humains (matériels et culturels). Cependant, cette loi économique est intrinsèquement anti-écologique, car elle présuppose que les « besoins matériels [...] de l'ensemble de la société » sont « en constante augmentation ». L'économie socialiste doit en effet satisfaire les besoins matériels et culturels de l'humanité, et les besoins culturels de l'humanité augmenteront en effet constamment à mesure que les entraves du capital ne seront plus un obstacle à notre développement en tant qu'êtres humains à part entière, mais pourquoi les besoins matériels de la société « augmenteraient-ils constamment » ?

(...)

Il est probablement vrai que de nouvelles technologies seront nécessaires pour guérir certaines parties de l'écosystème, mais la solution réelle aux crises climatiques et écologiques ne

peut pas être technologique. Si tel était le cas, on ne voit pas très bien pourquoi ces crises ne pourraient hypothétiquement pas être résolues dans le cadre du capitalisme (et en effet, les « environnementalistes » libéraux s'appuient sur la « recherche et le développement technologique » comme solution au changement climatique). L'implication semble être que le problème n'est pas l'objectivation de la nature et sa réification sous la forme de « ressources naturelles », causant à long terme une faille métabolique, entravant la capacité de la nature à se reproduire, mais plutôt simplement que le capitalisme n'est pas assez efficace, et que le socialisme serait plus efficace. Le socialisme serait en effet plus efficace en matière de développement technologique, mais une augmentation de l'efficacité ne correspond pas nécessairement à un progrès dans la résolution des crises climatique et écologique, étant donné que le capitalisme a lui aussi considérablement augmenté son efficacité depuis le début de la prise de conscience publique de la crise climatique (et avant cela, depuis que les capitalistes connaissaient la crise climatique).

Sur la croissance économique et les forces productives

La « croissance économique » peut être définie approximativement comme une augmentation de la production globale de biens et de services au fil du temps, généralement mesurée par la variation du PIB d'une année sur l'autre. Dans une économie basée sur la production de marchandises, la production globale est mesurée comme la somme de toutes les valeurs d'échange (c'est ce qu'est le PIB). Dans une économie qui n'est pas basée sur l'échange de marchandises, la production doit être mesurée différemment, comme le volume des valeurs d'usage réelles (1000 tonnes d'acier, un million de litres de lait). Dans tous les cas, la croissance signifie une augmentation de la production. D'autre part, les forces productives sont la combinaison des moyens de production et de la force de travail humaine, par laquelle l'humanité transforme les ressources naturelles

.....
1 Staline, « Les Problèmes économiques du socialisme » - 1951

en valeurs d'usage telles que la nourriture, les vêtements, les machines, les maisons, etc. Dans le mode de production capitaliste, ces valeurs d'usage sont traitées comme des marchandises (y compris des services) qui sont vendues sur le marché. Sous le capitalisme, le développement des forces productives est mis au service de la croissance économique, ce qui n'est pas nécessairement le cas sous le socialisme.

Il est exact que les forces productives doivent être rapidement développées sous le socialisme, mais cela n'équivaut pas à une « croissance économique ». Nous avons affirmé que l'économie doit être détournée de la croissance économique (c'est-à-dire de l'augmentation constante de la production de biens et de services), et non que la poursuite du développement des forces productives n'est pas nécessaire. Il est parfaitement possible et souhaitable de développer les forces productives d'une économie tout en diminuant la transformation totale de la nature et la production de biens, c'est-à-dire d'accomplir en même temps le développement des forces productives et la « décroissance ». En fait, le développement des forces productives est une condition préalable à la décroissance, comme l'illustre l'exemple de votre smartphone.

(...) Suit un paragraphe autour d'un exemple dans la fabrication de vêtements

L'un des principaux problèmes de la croissance économique constante est qu'elle nécessite une dépense énergétique toujours plus importante, et la production d'énergie à grande échelle a inévitablement un coût pour le climat et/ou la nature. Il ne s'agit pas d'un problème secondaire mineur. Même si la combustion des combustibles fossiles était éliminée à l'échelle mondiale (ce qui est hautement improbable!), le caractère fini des ressources de la terre fixera des limites à la croissance. Le soleil est une source d'énergie renouvelable, mais il ne peut être utilisé pour la production d'électricité sans panneaux solaires. Dans une économie stable, il est possible d'utiliser durablement des sources d'énergie non fossiles sans empiéter sur la nature, mais tant que l'économie doit être en croissance constante, il faudrait construire toujours plus de panneaux solaires sur des surfaces toujours plus grandes. Il n'est tout simplement pas possible de croître sans détruire le climat, la nature ou les deux. Ce

dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est d'inverser cette situation. La remédiation à long terme pourrait inclure la suppression des éoliennes dans le cadre de la restauration de la nature, mais il n'est pas possible de supprimer les éoliennes si l'on a besoin de plus d'énergie. C'est là l'impasse pour une société qui dépend de la croissance économique; elle ne peut tout simplement pas résoudre la crise climatique sans détruire en même temps la nature.

(...)

Vous écrivez :

« le problème de la production capitaliste et de l'environnement n'est pas dû à la croissance économique en soi, mais plutôt à la contradiction antagoniste entre l'homme et la nature dans ce mode de production, qui est une expression de la contradiction entre la valeur et la valeur d'usage dans la forme-marchandise elle-même. »

C'est exact. Et bien sûr, la croissance économique n'est pas mauvaise dans toutes les situations. Lorsque nous parlons de « décroissance », nous parlons de l'ensemble de l'économie mondiale actuelle. Celle-ci doit être réduite, car l'énergie nécessaire à cette production détruit nos conditions de vie (nature et climat). Il n'est pas possible aujourd'hui de réduire l'impact sur le climat et la nature de la révolution industrielle menée par le capitalisme, sans une autre révolution sociale qui remplace la croissance économique par la décroissance économique dans son ensemble. Certains secteurs de l'économie devront bien sûr continuer à croître afin de faciliter les solutions permettant d'équilibrer les besoins humains avec les limites fixées par le climat et la nature, tout en permettant la réparation des dommages qui ont été causés.

Vous écrivez :

« Dans le cadre du socialisme, les changements visant à produire des biens de consommation plus fiables et plus durables ne seraient pas entrepris dans le but de limiter la croissance économique, mais les ressources naturelles et le temps de travail actuellement gaspillés pour divers biens de consommation jetables pourraient être réorientés vers des tâches bien plus importantes. Cela conduirait en fait à un développement beaucoup plus rapide et plus important de l'économie, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. »

Nous ne savons pas exactement à quoi vous pensez dans la dernière phrase. Nous considérons l'« économie » comme une mesure de la production. Par conséquent, une économie plus importante est synonyme d'une plus grande production. Toute production nécessite de l'énergie, et nous ne pouvons donc pas, dans les circonstances actuelles, avoir une croissance nette de l'économie mondiale. Si c'est ce à quoi vous pensez dans cette phrase, nous ne sommes pas d'accord. Si, en revanche, vous pensez aux forces productives et/ou à la qualité de ce qui est produit, nous sommes d'accord.

Marx envisage une société où les hommes « combinent rationnellement et contrôlent leurs échanges de matière avec la nature » :
« A ce point de vue la liberté ne peut être conquise que pour autant que les hommes socialisés, devenus des producteurs associés, combinent rationnellement et contrôlent leurs échanges de matière avec la nature, de manière à les réaliser avec la moindre dépense de force et dans les conditions les plus dignes et les plus conformes à la nature humaine »².

À l'opposé, le capitalisme est synonyme d'extraction prédatrice, à court terme et avide des ressources de la nature. Aujourd'hui, on en voit déjà les conséquences. Dans la nature, il existe plusieurs « points de basculement écologique », où des changements quantitatifs progressifs atteignent soudainement un seuil et provoquent des changements importants et irréversibles. En voici quelques exemples :
Lorsque les populations d'espèces animales sont réduites progressivement au fil du temps jusqu'à ce qu'un seuil soit atteint, après quoi elles disparaissent soudainement.
Lorsque la déforestation des forêts tropicales entraîne une diminution des quantités de pluie, ce qui provoque l'érosion de la forêt et sa transformation en désert (c'est la forêt elle-même qui crée la base de la pluie, et non l'inverse)³.
Lorsque le réchauffement climatique entraîne divers changements, tels que le dégel de la toundra arctique, qui provoquent à leur tour davantage d'émissions de gaz à effet de serre et accélèrent le changement climatique dans une boucle de rétroaction négative.
(...)

2 Karl Marx « Le Capital » Livre III – Chapitre 48
3 Sommer; Lauren; Seyma Bayram. "Why deforestation means less rain in tropical forests." NPR. 2 avril 2023. <https://www.npr.org/2023/04/02/1167371279/why-deforestation-means-less-rain-in-tropical-forests>

En guise de conclusion

Tout ceci nous indique que la seule façon d'éviter une catastrophe climatique et environnementale totale est de révolutionner notre mode de vie et de production, et de changer radicalement notre rapport à la nature. En particulier, la combustion mondiale de combustibles fossiles doit être réduite de manière drastique à court terme. Le principe de la « croissance pour la croissance » doit être remplacé par celui de la « satisfaction des besoins humains dans les limites écologiques ».

Pour quiconque s'intéresse un tant soit peu aux effets de l'homme sur le climat et la nature, il n'est pas difficile d'arriver à la conclusion que la croissance économique est la cause du problème et non une partie de la solution. Nous savons parfaitement que le terme « décroissance » n'a pas été inventé par des marxistes, mais par des militants écologistes libéraux et des chercheurs de l'académie bourgeoise. Cependant, ce n'est pas une raison pour rejeter complètement les idées des études sur la décroissance - nous devrions plutôt nous inspirer de leurs points positifs tout en critiquant leurs limites.

La conclusion logique d'un véritable engagement en faveur de la décroissance est que le capitalisme doit disparaître. Les jeunes militants écologistes du monde entier en prennent de plus en plus conscience, mais ils n'ont pas d'alternative réalisable, car la seule alternative réalisable est celle qui nécessite une rupture révolutionnaire avec le système actuel. Notre tâche, en tant que communistes travaillant au sein du mouvement écologiste, devrait être de souligner l'impossibilité de résoudre les crises climatiques et environnementales sous le capitalisme, et d'éloigner le mouvement des tendances réformistes, étape par étape. Nous sommes fermement convaincus que seule la révolution prolétarienne peut résoudre les problèmes posés par le mouvement écologiste.



QU'EST-CE QUE LE « CAMPISME » ?

Mao Zedong a dit : « les multiples principes du marxisme se ramènent en réalité à une seule phrase : on a raison de se révolter ». Le marxisme ne vaut que s'il est un outil pour la libération de la classe ouvrière et de tous les opprimés. C'est pour cela que Marx et Engels ont appelé à faire la révolution, « l'acte le plus autoritaire qui soit », et à priver au moins pour un temps les exploiters et les oppresseurs de leur liberté d'agir. Certes dès 1917, les bolcheviques de Lénine ont dû combattre des fractions des classes populaires, notamment des paysans et paysannes qui avaient pris les armes contre la révolution. Pour les anarchistes, c'est une contradiction insupportable : « vous dites on a raison de se révolter, mais si on a raison de se révolter on a aussi raison de se révolter contre ce que vous appelez Révolution ».

Pour d'autres que l'on retrouve parfois à LFI, parfois à la « gauche » du PCF, mais qui se disent parfois « révolutionnaires », « marxistes-léninistes » et ou « décoloniaux », c'est tout le contraire : tout Etat qui réprime ses oppositions, y compris ses oppositions ouvrières, est légitime à le faire pour l'instant qu'il le fait au nom du « socialisme » (comme en Chine) ou de la défense de l'indépendance nationale contre de supposés complots occidentaux (comme en Iran, Syrie, Algérie). C'est ce que nous appelons « campisme » : passer de « on a raison de se révolter » à « on doit soutenir des dictatures bourgeoises » et « on a raison de réprimer », au nom de considérations géopolitiques foireuses. Alors que notre solidarité devrait d'abord aller aux opprimés et aux exploités, pas à ceux qui les exploitent et les oppriment.

LE MARXISME FACE À LA DIVISION DU MONDE EN CAMPS

Pour les marxistes le monde et chaque nation se divisent fondamentalement en deux camps : le camp de la classe ouvrière et celui de la bourgeoisie, et les autres classes se groupent autour de ces deux classes en lutte. Comme Marx et Engels l'ont écrit dans leur Manifeste de 1848 « les prolétaires n'ont pas de patrie ». Pourtant pour faire avancer et triompher leur cause, ils ne peuvent se désintéresser des conflits entre Etats. Ainsi Marx et Engels inciteront les prolétaires à prendre le parti des Etats bourgeois et démocratiques dans les conflits qui les opposent aux Etats féodaux, puis Lénine et Mao les inciteront à prendre le parti des Peuples et Nations colonisées et dominées, contre les Grandes Puissances impérialistes qu'ils considèrent comme « réactionnaires sur toute la ligne ».

AUX ORIGINES DU CAMPISME

A partir de la naissance de l'URSS, les intérêts du premier Etat socialiste et ceux de la révolution mondiale rentrent fatalement en contradiction. L'URSS doit faire de la diplomatie et nouer des alliances, y compris avec des Etats capitalistes. Mais Lénine crée aussi une Internationale Communiste qui doit préparer la Révolution Mondiale et qu'il veut indépendante des intérêts de l'Etat soviétique. Après avoir essayé de la transformer en instrument d'influence au service de la diplomatie soviétique, Staline finit par la dissoudre en 1943 à la demande de ses alliés occidentaux.

Après 1945, le président Truman se lance dans une politique d'« endiguement » (*containment*) de l'influence soviétique en Europe et en Asie, avec entre autres la création d'alliances militaires anti-communistes (OTAN en Europe, OTASE en Asie). En réponse le n°3 soviétique Jdanov développe en 1947 sa théorie des « deux camps ». Pour lui les Partis Communistes du monde entier doivent mobiliser la classe ouvrière pour la défense du « camp socialiste », de ses alliés (Inde, Indonésie, Egypte, Syrie) et des mouvements de libération nationale. Dans ce plan, les communistes français sont « invités à relever le drapeau de l'indépendance nationale » c'est-à-dire à détacher la France de l'OTAN et des projets d'intégration européenne.

Dans les années 60, la Chine Populaire rompra avec l'URSS en l'accusant entre autres de sacrifier les mouvements de libération nationale pour ses intérêts de grande puissance. Pourtant, plus tard dans les années 70, la Chine se rapprochera des impérialistes européens et japonais, et même des USA. Les promoteurs de cette politique sont le centriste Zhou Enlai et le droitier Deng Xiaoping (réhabilité en 1973 après sa destitution pendant la Révolution Culturelle). Ce dernier tentera d'imposer en 1974 aux mouvements marxistes-léninistes du monde entier une « Théorie des Trois Mondes » qui subordonnait l'activité révolutionnaire aux intérêts géopolitiques de l'Etat chinois.

PERSISTANCE DU CAMPISME APRÈS LA CHUTE DU MUR DE BERLIN

En 1989, le bloc de l'Est se désagrège. Les USA vont chercher à profiter de la situation pour ouvrir à ses produits l'ensemble des marchés nationaux qui leur étaient jusque-là interdits. C'est ce qu'on appellera bientôt la « mondialisation néo-libérale ». Cette ouverture sera imposée aux récalcitrants y compris par la guerre, comme en Irak en 1991, puis en ex-Yougoslavie (1995 et 1999), en Afghanistan (2001), et de nouveau en Irak en 2003. On trouvera alors des militants et des militantes « anti-impérialistes » pour soutenir Saddam Hussein, Milosevic voire les Talibans sous prétexte que tout ce qui est anti-américain va dans le bon sens. On se retrouve avec ce paradoxe : il n'y a plus de camp socialiste, même en parole, mais il reste une sorte de campisme sans camp, de campisme purement négatif, anti-américain.

Les USA se présentent alors comme le gendarme du monde, et s'inventent un « droit d'ingérence » qui n'est que le masque du droit du plus fort exercé au nom de la démocratie. En 2000, Poutine arrive au pouvoir en Russie et affirme la volonté de reconstruire la puissance russe. Il commence par se poser en défenseur du multilatéralisme et du « droit westphalien », qui est le droit des Etats à disposer de leurs peuples comme ils l'entendent (et dont le soutien à Assad est une bonne illustration). Il y a eu des pseudo-communistes pour soutenir ça, et pour l'oublier dès que Poutine a invoqué son propre « droit d'ingérence » pour envahir l'Ukraine. Mais les vrais communistes savent que l'émancipation des opprimés ne peut qu'être l'œuvre des opprimés eux-mêmes, avec la solidarité des opprimés du monde entier.

En 2009, a lieu le premier sommet annuel des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) qui deviendront les BRICS deux ans plus tard en incluant l'Afrique du Sud. En 2024, les BRICS sont devenus les BRICS+, en intégrant l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie et l'Iran. Beaucoup de pays ont assisté en observateurs au récent sommet de Kazan. La Turquie d'Erdogan, membre de l'OTAN, a même déposé sa candidature pour le prochain sommet. La Russie a essayé de convaincre ses partenaires de commercer en monnaies locales et non en dollars (ce qui permettrait de neutraliser les sanctions internationales qui la touchent). Une fois de plus, il s'est trouvé des « anti-impérialistes » pour se réjouir de « la fin de l'Occident ».

On ne versera pas une larme pour l'Occident, qui en plein génocide de Gaza, continue à vendre des armes à Israël, tout en distribuant des paroles hypocrites aux peuples palestinien et libanais. Mais l'Union de Poutine, de Modi, de Xi Jinping, du maréchal Sissi, de l'émir Ben Zayed et des dirigeants iraniens n'a rien à voir avec l'internationalisme prolétarien. Nos alliés sont leurs victimes. Un changement de leadership impérialiste n'améliorera en rien le sort des prolétaires du monde.

En attaquant « l'Impérialisme occidental » on présente souvent l'impérialisme français comme une semi-colonie de l'impérialisme. On voit ainsi des « anti-impérialistes » prendre la défense des anciens ministres des affaires étrangères de l'Etat français, le mitterrandiste Védrine et le gaulliste De Villepin. Regretter le bon temps

du « gaullo-mitterrandisme », c'est regretter les crimes de De Gaulle, Mitterrand et Chirac en Afrique, justifiés au nom de « l'indépendance nationale ». De Villepin a dit non à la guerre US en Irak, pour des raisons plus pétrolières et géopolitiques que morales, il a fait aussi la guerre au peuple ivoirien pour contrer l'influence US en Afrique. Quant à Védrine il a joué un rôle déterminant dans le génocide rwandais pour les mêmes raisons.

L'« AXE DE LA RÉSISTANCE », UN BLOC DE L'EST DE SUBSTITUTION

Parmi les campistes, il faut parler spécifiquement des plus radicaux en parole, ceux qui sont prêts à reconnaître que la Russie, voire que la Chine sont impérialistes et que l'Iran tape un peu trop fort sur son propre peuple, mais que tout de même, ce sont des soutiens indispensables de l'axe de la résistance qui s'effondrerait sans eux.

L'« axe de la résistance », c'est le Hamas, le Front Populaire de Libération de la Palestine, le Mouvement pour un Jihad Islamique Palestinien, le Hezbollah, les Houthis du Yémen et l'Iran des Mollahs. Bref c'est ce que les médias bourgeois appellent les « proxys » de l'Iran, mais ces soi-disant proxys ne pourraient rien s'il ne s'appuyaient pas sur des dynamiques populaires de résistance totalement légitimes et à soutenir : la lutte des peuples palestiniens, libanais, et yéménites. L'idéologie de ces mouvements peut être confuse voire totalement réactionnaire, ils participent de cette résistance et parfois la dirigent. Si l'Iran ne les aidait pas militairement et financièrement, ces mouvements auraient certainement beaucoup plus de mal à résister, et l'Iran attend en contrepartie de cette aide non seulement de l'influence mais aussi que les mouvements qu'ils sponsorisent affirment publiquement leur solidarité sans faille à chaque fois que le pays est menacé. On est ainsi sidéré de voir certains militants français dans le mouvement palestinien rendre hommage au président iranien Raïssi, alors qu'ils savent très bien que c'était un bourreau !

Il n'y a plus de camp socialiste ni de pays socialiste pour aider les peuples en lutte. Les peuples utilisent comme ils le peuvent les contradictions inter-impérialistes au milieu de la guerre mondiale en préparation, les Ukrainiens et même les Kurdes du Rojava ont bien demandé des armes aux USA.

UN CAMPISME ATLANTISTE

Croire que les USA sont restés ce qu'ils étaient à l'époque d'Abraham Lincoln est aussi absurde que de croire que la Russie est restée ce qu'elle était à l'époque de Lénine. Les deux pays sont désormais impérialistes et l'impérialisme c'est la réaction sur toute la ligne. Trump comme Harris c'est la réaction parce que les deux partis démocrates et républicains sont au service de la bourgeoisie impérialiste US, particulièrement agressive du fait de l'expansion chinoise et lorgnant sur le pétrole iranien. Trump est peut-être le meilleur ami de Netanyahu mais c'est Biden qui a financé comme jamais le génocide à Gaza et Trump continuera à le faire, car les USA ont besoin d'Israël contre l'Iran. Certains campistes pro-Poutine ne savent tellement plus où ils habitent qu'ils osent présenter Trump comme un homme de paix parce qu'il a fait ami-ami avec Poutine ou Kim Jong Un !

Les illusions sur la supériorité morale des démocrates par rapport aux républicains et des USA par rapport à la Russie sont très fortes dans la petite bourgeoisie de gauche qui écoute France Inter et qui lit Mediapart. Ces illusions sont liées aux illusions sur la démocratie bourgeoise. Elles peuvent conduire certains groupes d'extrême gauche (comme PEPS ou le NPA) à une forme de « campisme atlantiste ». Le NPA a ainsi longtemps refusé de soutenir la révolution démocratique au Rojava sous prétexte qu'elle faisait le jeu d'Assad et des Russes contre ce qu'ils appelaient encore la révolution syrienne. De la même façon dans le conflit ukrainien en cours, le NPA apporte un soutien à peu près inconditionnel à la bourgeoisie ukrainienne et à Zelenski alors que nous essayons de notre côté de rechercher et de soutenir les éléments qui lient la résistance-antirusse à des positions révolutionnaires et prolétariennes.

Pour nous il y a bien une guerre mondiale en préparation, mais cette guerre sera injuste des deux côtés, car ce sera une guerre de pillage et de partage des richesses des peuples dominés. Nous devons toujours mettre en avant l'intérêt de la classe ouvrière et des peuples opprimés, quels que soient les camps dans lequel les Etats impérialistes cherchent à les engluier.

Il y a deux camps et deux seuls : le camp de la révolution, de la classe ouvrière et des peuples en lutte, et le camp de l'impérialisme et de la réaction bourgeoise, quel qu'en soit le leadership.



CONTRE LE GÉNOCIDE À GAZA ET AU LIBAN, POUR LA LIBÉRATION DE LA PALESTINE!

14 mois que l'enfer s'abat sur le Proche-Orient, et rien n'arrête les barbares sionistes, soutenus jusqu'au bout de l'horreur par les pays impérialistes. La mort des principaux dirigeants du Hamas et du Hezbollah ne change rien, ce qu'ils veulent c'est la liquidation pure et simple du peuple palestinien, le contrôle total sur Gaza, la Cisjordanie, le sud-Liban. Et s'il faut en passer par une guerre avec l'Iran, elle aura lieu, et la population iranienne se prépare déjà au pire.

La solidarité est toujours vivante, dans tous les pays du monde, avec ces initiatives partout, en permanence, et nous y sommes présents comme tous les révolutionnaires qui aspirent à un monde libéré de l'impérialisme et de ses horreurs.

35

Nous proposons à nouveau un dossier complet et varié, pour manifester notre soutien inconditionnel à la lutte du peuple palestinien, et interroger l'avenir qui se dessine sous nos yeux. Et en particulier, nous avons choisi de « donner la parole » à d'autres points de vue, qui se démarquent, d'une manière ou de l'autre du discours dominant.

- Le tract que nous avons diffusé lors d'une manifestation locale, non pas aux participants directs, mais à tous les passants rencontrés au fil du défilé, avec beaucoup d'intérêt.
- Le compte rendu de la campagne pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah qui vient de compléter 40 ans dans les prisons françaises et dont la demande de libération a été acceptée, avec un appel immédiat du parquet anti-terroriste.
- Une longue interview d'un collectif israélo-palestinien « One Democratic State Initiative » situé à Beyrouth mais avec quelques militants en France, L'Initiative pour un Etat démocratique unique, qui milite pour une seule Palestine, laïque, démocratique, des positions proches des nôtres. Par ailleurs, cette interview répond indirectement à plusieurs des questions transmises par nos lecteurs.
- La position des femmes iraniennes du collectif Roja sur la Palestine, qui donne un éclairage tout à fait différent, en se positionnant très clairement contre la République Islamique d'Iran, réputée défendre les Palestiniens.
- La poursuite du débat sur le soutien à la Résistance Palestinienne, ce fameux « soutien inconditionnel » que nous récusons parce que la direction actuelle de cette Résistance est tout à fait réactionnaire.

À ce dossier, nous ajoutons trois notes de lectures sur des livres notables qui ont retenu notre attention ces dernières semaines : « Guerre à Gaza », la nouvelle BD de Joe Sacco, « Palestine, un féminisme de libération », sur la place des femmes dans la résistance palestinienne et « Une étrange défaite : sur le consentement à l'écrasement de Gaza ».

TRACT DIFFUSÉ DANS LA MANIFESTATION DU 25 SEPTEMBRE À SAINT-DENIS

Très bon accueil du tract de l'OCML-VP lors de la manifestation pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah de samedi dernier à Saint-Denis. Le cortège très combatif a, évidemment, été très applaudi dans les rues de cette ville populaire et multiculturelle.

Un reproche à ce tract par certains de nos lecteurs, l'absence de critique des régimes arabes, Egypte, Jordanie, Arabie Saoudite, Emirats etc. désormais alignés sur le sionisme depuis les accords d'Abraham en 2020 et les accords précédents avec le Soudan et le Maroc. La critique est juste, nous aurions pu au moins y faire allusion. Nous y reviendrons, mais leur responsabilité est complète, et leur silence n'est que la manifestation la plus immédiate de leur abandon du peuple palestinien comme de la lutte contre le sionisme colonisateur et fasciste...

.....

À Gaza, nous en sommes à plus de 40 000 morts, dont plus de 16 000 enfants. Sous le regard de la « Communauté internationale », Israël poursuit son génocide contre les Palestiniens. Les gouvernements des grandes puissances sont tous complices du massacre ; les USA bien sûr, mais aussi la France : Macron prétend maintenir une « position équilibrée entre les deux camps »... c'est laisser les mains libres aux criminels ! Il n'y a rien à attendre de nos gouvernements impérialistes. Avec le gouvernement Barnier, c'est certain, ce ne sera pas mieux. Aux USA, Donald Trump comme Kamala Harris sont des soutiens inconditionnels d'Israël. Quant à l'ONU, elle a beau dénoncer dans ses rapports, elle prouve encore une fois qu'elle n'est qu'une coquille vide lorsqu'elle n'est pas le jouet des impérialistes.

Israël vient également de déclencher une guerre contre le peuple du Liban. Les Sionistes, appliquant un véritable terrorisme d'Etat, semblent prêts à embraser la région et à étendre le bain de sang sans limite.

Nous sommes inondés d'images d'horreur venant de Gaza. Elles nous plongent dans l'effroi, la tristesse et la colère. Que faire contre le sentiment d'impuissance ? Les manifestations de rue ne suffisent pas, on le voit bien. Il faut renforcer le mouvement concret de solidarité avec le peuple Palestinien. Il y a bien sûr la campagne BDS (« Boycott, désinvestissement, sanctions »), qui commence à porter ses fruits, et qui a une autre époque fut déterminante pour faire chuter le régime d'Apartheid en Afrique du Sud. Il y a les campagnes de collecte pour les organisations palestiniennes. Il y a les actions menées contre les intérêts sionistes, notamment contre les entreprises d'armements. Et il y a, bien sûr, la lutte pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, combattant communiste pour la Palestine.

Il s'agit d'abord de tout faire pour faire cesser le génocide. Mais il s'agit aussi, à long terme, de construire une solidarité utile à l'objectif de libération de la Palestine. Pour nous, cela signifie un pays libéré de la Mer Méditerranée au fleuve Jourdain. Un pays libre, démocratique, laïque, comme le défendait historiquement le mouvement de libération nationale palestinien. L'OCML-VP appelle à se regrouper dans nos villes, dans nos quartiers, dans nos syndicats, dans nos universités pour développer ces initiatives. Notre organisation agit dans ce sens.

**À BAS LE SIONISME GÉNOCIDAIRE
ET SES COMPLICES IMPÉRIALISTES !
VIVE LA RÉSISTANCE DU PEUPLE PALESTINIEN !
SIONISTES HORS DU LIBAN !
LIBERTÉ POUR GEORGES IBRAHIM ABDALLAH !
DE LA MER AU JOURDAIN,
PALESTINE LIBRE, LAÏQUE, DÉMOCRATIQUE !**

24 OCTOBRE 1984 - 24 OCTOBRE 2024

40 ANS DE PRISON, TOUTE UNE VIE DE COMBAT !

LIBÉRONS GEORGES ABDALLAH !



Le 15 novembre, le tribunal a rendu sa décision et a une nouvelle fois ordonné la libération de Georges Ibrahim Abdallah, et bien sûr le parquet anti-terroriste a immédiatement fait appel. C'est un véritable camouflet pour le gouvernement et le parquet, une première victoire de la mobilisation pour la libération qui s'élargit de mois en mois. Bien sûr, rien n'est encore gagné, et notre camarade va rester en prison pour l'instant.

40 ans en prison, alors qu'il est légalement libérable depuis 25 ans, même les sionistes ne vont pas jusque-là par rapport aux prisonniers palestiniens. C'est l'acharnement de la bourgeoisie impérialiste française, la manifestation d'une alliance sans faille avec le sionisme colonialiste et génocidaire que l'on a encore vu à l'œuvre autour du match de foot France-Israël : Macron, Hollande et Sarkozy main dans la main pour soutenir les sionistes. Alors qu'y compris au sein de la bourgeoisie nombre de personnalités doutent de la réalité de sa culpabilité, et au minimum réclament sa libération, comme l'a rappelé un long article du Monde le 2 octobre dernier, une page complète s'il vous plaît. Georges Abdallah n'a jamais renié ses positions, il ne s'est jamais dissocié, a toujours revendiqué son soutien sans faille au peuple palestinien, et ça, en plein génocide à Gaza et épuration ethnique en Cisjordanie, c'est cela qui est inadmissible pour les fascistes et leurs soutiens.

Depuis des années se développe un large mouvement de soutien à Georges Ibrahim Abdallah, et l'OCML Voie Prolétarienne y participe à l'échelle



de ses moyens. Nous étions à Lyon en juin dernier, à Lannemezan le 26 octobre devant les grilles de la prison, nous relayons systématiquement la campagne et invitons nos sympathisants à y participer massivement, tracts, affiches et autocollants à l'appui.

Cet automne, pour la commémoration des 40 ans de détention, la campagne a encore franchi un pas, avec des initiatives dans toute la France, en parallèle bien sûr avec le soutien au peuple palestinien, contre le génocide à Gaza. Le 14 novembre dernier, des rassemblements avaient lieu entre autres à Saint-Denis, Lille, Marseille, Strasbourg, Toulouse, Lyon et bien d'autres endroits.

Nous reproduisons ci-dessous le communiqué de la campagne unitaire paru après l'annonce de la décision du tribunal :

NE LÂCHONS RIEN !

Aujourd'hui, journée historique, la justice française a ordonné, une fois de plus, la libération de Georges Abdallah ! Le parquet anti-terroriste a fait appel de cette décision.

La Campagne Unitaire appelle à toujours plus multiplier les initiatives, pour amplifier, intensifier la mobilisation, coordonner toutes nos forces et appellera en ce sens, notamment à une nouvelle grande journée d'actions internationales la veille de l'appel.

Bravo à tous les soutiens de Georges Abdallah qui par leur engagement actif sur le terrain de la lutte et leur détermination sans faille et de tous les instants ont participé fortement à arracher cette victoire politique et judiciaire.

Continuons le combat pour accentuer toujours plus le rapport de force appelé par notre camarade lui-même afin que l'État français sente que le maintien en détention de notre camarade lui coûte plus cher que sa libération !

Georges Abdallah soit être libre !

Palestine vivra, vaincra !

Libérons Georges Abdallah !

Amis et camarades, c'est ensemble que nous vaincrons !

GUERRE À GAZA

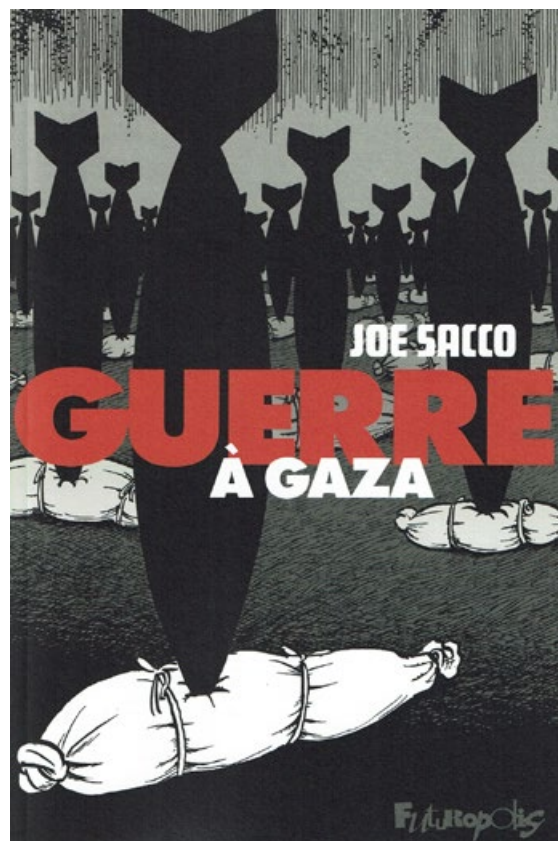
JOE SACCO

Futuropolis, 6,90€

Joe Sacco est un journaliste américano-maltais, fondateur du « BD-journalisme », c'est-à-dire la mise en images d'un reportage. Dans les années 90, il a publié plusieurs ouvrages, sur la Palestine (en particulier sur un massacre à Gaza en 1956), sur la guerre en ex-Yougoslavie (« Gorazde »), toujours d'un point de vue politique très précis et essentiellement juste. C'est un humaniste et démocrate radical, qui va jusqu'au bout de ses convictions, et c'est un grand dessinateur de BD – et nous en avons déjà parlé.

Joe Sacco vient donc de publier une petite brochure, pamphlet ou brûlot, cri de rage et de désespoir sur la nouvelle guerre à Gaza et le génocide qui s'y déroule sous nos yeux. Impuissant face au chaos, comme nous tous, il veut faire entendre sa voix et ne pas rester silencieux, impitoyable face au gouvernement américain, Biden en tête.

À lire, à offrir, à faire connaître.



INTERVIEW

L'INITIATIVE POUR UN SEUL ÉTAT DÉMOCRATIQUE

Nous avons rencontré à Paris un militant de l'ODSI (One Democratic State Initiative), pour connaître un peu les positions de ce regroupement qui nous intéresse, dans la mesure où nous partageons le même mot d'ordre de la Palestine, libre, laïque et démocratique, de la mer au Jourdain. On peut trouver plus d'informations en français (et en anglais) sur leur site <https://odsi.co/fr/>

Peux-tu nous présenter l'Initiative ?

L'Initiative pour l'État démocratique unique (ODSI) est une initiative politique qui œuvre en Palestine et dans la diaspora palestinienne pour faire revivre la proposition palestinienne historique, à savoir une Palestine démocratique et laïque, du fleuve Jourdain à la mer Méditerranée. L'ODSI a émergé au sein de la mouvance ODS qui a commencé à se constituer suite au congrès de Munich en 2012, suivie par le congrès de Zurich en 2014.

Le Congrès d'Istanbul de 2017 a propulsé les bases politiques de ce qui est devenu l'ODSI autour de 2022. Ses bases sont des marquages forts distinguant ODSI des autres groupes ODS, à savoir le refus d'amalgamer l'État démocratique avec l'État binational, considérant que l'État démocratique est un État laïque par essence et que la question de la démocratie est universelle, c'est-à-dire qu'elle soutenait tous les combats pour la démocratie aux échelles internationale, régionale et surtout dans les pays arabes limitrophes de la Palestine.

Que révèle le génocide mené à Gaza de la nature du sionisme ?

Le génocide qui accompagne la colonisation de peuplement est apparu clairement comme un élément « structurel » dans le projet sioniste et

non pas un « moment » ou un « événement » donné dans un conflit militaire.

Patrick Wolf a remarqué que la colonisation de peuplement (Settler Colonialism) qui provoque des événements majeurs comme le génocide, comme la Nakba de 1948, représente « une réalité continue » et cette réalité sur la durée n'est que la démonstration d'une **structure** propre qui dépasse de loin un simple **événement** du passé (ou du présent génocide à Gaza).

Le génocide est alors, un élément constituant du projet sioniste, c'est-à-dire :

Créer un État colonial avec sa base sociologique qui nécessite la disparition physique des natifs autochtones.

La création de toute pièce de cette Colonie-ghetto ne peut se faire que par la force destructrice d'un État puissant et d'une société spartiate militarisée ; Cette « dérive » fasciste qui est largement partagée, n'est en réalité qu'un élément essentialiste et profond du projet sioniste :

99 députés sur 120 députés à la Knesset ont approuvé le génocide à Gaza (11 abstentionnistes et 10 députés palestiniens contre la politique génocidaire) ;

Le génocide culturel par la destruction massive des universités, des écoles, des bibliothèques, des centres culturels, des théâtres et l'assassinat de centaines d'académiciens, d'écrivains et d'artistes, (et même du Palais de Justice) accompagnent

le génocide physique des civils. Il est même sa condition *sine qua non* comme l'a noté Richard Ovenden par rapport à la guerre en Bosnie.

L'hystérie collective gagne même Yossi Beilin, un des architectes des Accords d'Oslo qui approuve le génocide à Gaza ;

La jubilation des soldats devant les scènes d'horreur : le sadisme d'un officier qui fait exploser des bâtiments en guise de cadeau pour sa fille qui fête son anniversaire, le char qui écrase le cadavre d'un palestinien à plusieurs reprises, etc... ; *la liste est longue, sans rajouter des descriptions insoutenables des traitements inhumains et dégradants, ainsi que la torture systématique infligée aux prisonniers politiques...*

Le Fatah et l'Autorité Palestinienne sont devenus des instruments aux mains du colonialisme et de l'impérialisme. Le Hamas prétend représenter une alternative et revendique d'avoir repris le leadership politique palestinien. Que faut-il en espérer ?

S'il est vrai que le Fatah est le parti unique de l'autorité de Ramallah, il faut faire la distinction entre les deux entités, car le Fatah, en tant que grande organisation de masse qui inclut un nombre conséquent de différents segments de la société palestinienne, reste lié à la question nationale et ses principaux constants. Cela dit, c'est injuste de les amalgamer allégrement car il existe encore des forces et des groupements dans les rangs du Fatah qui s'opposent à la politique de l'Autorité de Ramallah, même si elles ne sont pas capables de corriger le cours politique des dirigeants du Fatah. L'Autorité est devenue une autorité fonctionnelle affiliée à Israël et aux États-Unis, et cela ne s'applique pas au Fatah dans son ensemble en tant qu'organisation de masse.

Quant au Hamas, dont le rêve historique est de remplacer l'OLP et le Fatah pour devenir « le représentant » unique de la cause nationale, il a été la première victime de l'attaque de 7 Octobre. Cela confirme l'idée que Hamas est toujours victime de ses propres succès :

En 2006, sa victoire électorale la transforme d'une organisation de résistance à une organisation étatique (au moins à Gaza) gérant les affaires civiles d'une zone sinistrée, sous siège militaire intégral et sans ressources. Hamas, en se transformant en semi-structure-étatique, a perdu de la crédibilité

et de la popularité (au mois chez les Gazaouis) et a montré son incapacité à construire un régime qui respecte les aspirations légitimes de son peuple (autoritarisme excessif, répression sociale et surtout contre les femmes et exclusivité du pouvoir vis-à-vis des autres organisations politiques).

L'autre aspect de cet échec de la victoire de 2006 est l'insaturation de la première division profonde et le plus long dans l'histoire de la classe politique palestinienne. Ajoutons à cela que le régime du Hamas à Gaza a été similaire à celui de l'Autorité de Ramallah dans ses pratiques répressives au quotidien.

Cette situation est dramatique, car d'une part, le Hamas ne pourra pas occuper les sites de combats abandonnés par l'OLP, et d'autre part les forces démocratiques indépendantes (y compris certaines forces au sein du Fatah), n'ont pas encore été en mesure de représenter une véritable alternative. Nous sommes dans l'impasse terrifiante et notamment dans ce temps de génocide et de guerre totale qui se passe de Gaza jusqu'à la Cisjordanie.

Certains Palestiniens pensent que la solution passe par une résurrection de l'OLP, en la rendant plus démocratique et en l'ouvrant à d'autres fractions. Est-ce une solution ?

Oui, certains pensent qu'il y a toujours une possibilité de restructurer l'OLP sur des nouvelles bases plus démocratiques, mais personne ne croit que cette démocratisation passe par l'ouverture de l'OLP sur ces autres factions qui ne sont pas elles-mêmes démocratiques.

L'OLP a été créée sur un système de quotas attribués arbitrairement à des différentes organisations selon les conjonctures politiques du moment, et ce système n'est guère démocratique. Cela dit, Hamas doit trouver sa place à côté du Fatah dans cette OLP reconstruite (si elle sera reconstituée ?) et les 12 autres factions-coquilles-vides vieillissantes doivent se retirer de la scène politique pour permettre aux autres forces sociales et politiques indépendantes de se développer pour exister. Personnellement, je ne crois pas trop que la solution est de renouveler l'OLP qui a été le produit de son temps (guerre froide, guerres des libérations nationales triomphantes, montée des mouvances des gauches radicales, etc) et ce temps est révolu. L'imaginaire politique palestinien doit trouver d'autres voies pour sortir de cette vacuité de pouvoir représentatif véritable du peuple palestinien.

Pourquoi la Solution à deux États est une illusion ?

Tout d'abord, c'est une « solution » (s'il s'agit réellement d'une solution) archaïque et raciste, les Palestiniens dans leur État et les Juifs israéliens dans le leur. Mais en réalité, les accords d'Oslo dans la perception de la « gauche » israélienne au pouvoir dans ces moments-là, n'ont jamais envisagé la création d'un État palestinien véritablement souverain et indépendant. La preuve en est que dans ces dits « Accords » de 600 pages, ne contiennent pas un seul mot sur : Mettre fin à l'occupation, Mettre fin à la colonisation, ou un seul mot mentionnant la création d'un État palestinien. Il s'agit tout simplement d'une supercherie grossière qui a duré 30 ans déjà. Dans ces temps de « négociations » surréalistes, mais hautement bénéfiques pour la colonisation : le nombre de colons en Cisjordanie est passé de 160.000 en 1994 à 800.000 colons en 2022 (des autres sources évoquent un million de colons déjà installés) et le nombre des colonies a triplé. Les territoires présumés faire la base territoriale du futur État-fiction sont passés de 23% de la terre de la Palestine mandataire à, à peine 9%.

La « non-solution » des deux États a été conçue et planifiée par l'établissement sioniste pour la gestion du conflit et non pas pour sa résolution.

Peux-tu nous expliquer la différence entre un État démocratique et un État binational ?

ODSI est la continuation d'un groupe constitué pendant les travaux de Congrès ODS d'Istanbul de 2017 tel que précédemment mentionné. L'un des points de divergence avec d'autres congressistes et d'autres groupements ODS comme le groupe de Haïfa a été autour de cette question binationale. Cette question controversée concerne la communauté juive israélienne comme un groupe national constitué ou comme une communauté à marquage culturelle et culturelle a dominé les débats sur les années de 2018 à 2020.

Pendant ces années, une tendance minoritaire vers le bi-nationalisme de l'État démocratique commence à s'exprimer tièdement au sein du groupe ODS-Haïfa donnant des indications proactives de ce qui va devenir plus tard (et sans ambiguïté) la position de la Campagne « for One Democratic State » (ODSC). Ainsi, et sous l'influence de l'un des dirigeants d'ODSC, Jeff Halper, nous étions confrontés à la reconnaissance de l'idée que les Juifs ou les Israéliens constituent une seule nationalité (un groupe

national) avec la nécessité de leur accorder des droits collectifs spécifiques, ce qui nous amène à la conclusion (par extension) qu'ils ont le droit à l'autodétermination et, conséquemment à leur État national. Ceci est incompatible avec le principe d'un État démocratique unique, qui considère cet État comme un État de citoyens égaux sans tenir compte de leurs spécificités culturelles et religieuses, c'est-à-dire que l'État démocratique est un État inclusif, non-national (postnational), ni juif ni islamique, ni État charia ni État de halakha et il ne peut pas être similaire au modèle occidental en tant qu'« État-nation ».

Si nous acceptons que leur spécificité religieuse en tant que Juifs est une spécificité nationale, à savoir si nous acceptons de facto qu'ils constituent un groupe national qui s'accomplit en tant que nation, une nation dont les membres jouissent de droits collectifs sur la base de ce lien national qui les unit. Si nous acceptons l'idée de la nation juive ou juive-israélienne, nous capitulons devant les thèses sionistes. Nous avons averti nos camarades de ce danger de légitimer le récit sioniste fondateur qui considère tous les Juifs comme membres d'une nation éternelle à travers les âges et dans tous les pays dont ils faisaient partie. Ici, nous nous sommes opposés à cette dérive acceptant cette revendication sioniste qui est le support central de l'établissement de l'État juif en tant qu'État-nation exclusif. ODSI a produit un texte détaillant cette différence majeure entre État démocratique de citoyenneté et un État binational. (Je peux vous fournir ce document que nous avons intitulé « ODS ou OBS » si vous souhaitez)

Quel est votre point de vue sur la gauche palestinienne, notamment le FPLP ?

La gauche palestinienne, dépendante des régimes autoritaires et sanguinaires de Damas et de Téhéran, a perdu toute crédibilité, surtout le Front populaire. Les Fronts populaires et démocratiques sont devenus des organismes formels vivant des gloires d'un passé lointain de lutte, tandis que leurs appareils bureaucratiques continuent d'exister en marge des événements. Les fragments de gauche restants dans leur discours ne peuvent pas cacher leur dépendance à l'égard des forces qui oppriment brutalement leur peuple (le régime syrien ne tue pas seulement des Syriens, mais aussi des Palestiniens de Syrie). Nous pouvons dire sans hésitation qu'il n'y a plus de gauche Palestinienne organisée à l'heure actuelle mais il y a un peuple de gauche indépendant et des militants isolés au sein de ces deux organisations.

Pensez-vous qu'il existe, parmi les juifs israéliens, une fraction de la population qui puisse être ralliée au projet d'un État démocratique?

Nous ne cultivons pas d'illusions concernant une adhésion rapide et large pour l'État démocratique, notamment dans ces derniers temps où il y a une polarisation rampante vers le fascisme populaire et institutionnel. Il reste que l'État démocratique est une proposition politique palestinienne adressée aux Palestiniens et aux Israéliens comme les deux partenaires de ce futur État. Ce qu'il y a de pire dans la société israélienne, c'est l'expansion flagrante d'une droite suprémaciste et raciste, héritière de feu le rabbin Kahane. Et pour contrôler le pouvoir, elle a dû faire une place de choix à l'extrémiste Itamar Ben Gvir, admirateur avoué de Baruch Goldstein, l'auteur du massacre des Palestiniens d'Hébron, en 1994.

Cette dérive vers la droite extrême, il n'aura pas fallu vingt ans pour que les amis de l'assassin d'Itzhak Rabin parviennent au pouvoir. En Israël d'aujourd'hui, le crime paie ! Il ne faut pas croire que Ben Gvir est un extrémiste isolé dans la petite cour des miracles de Netanyahu. Il a recueilli 10 % des voix. Son parti est le troisième de la Knesset. Et d'autres personnages, comme Bezalel Smotrich ou Naftali Bennett, rivalisent de racisme et de haine avec lui.

En effet, il faut rappeler que la droitisation, comme on dit, n'est pas le seul fait de la droite. La gauche y a largement contribué en se sabordant en 2001, sous les auspices du tandem travailliste Ehud Barak-Shimon Peres. L'histoire de la gauche sioniste n'est qu'une longue déchéance dont les résultats des dernières législatives sont l'aboutissement tragique, avec un parti travailliste réduit à quatre sièges et la disparition du Meretz. On peut toujours gloser sur la droitisation de la société israélienne, mais que peut-il advenir d'autre quand les partis de gauche se sabordent ?

Dans ce climat néfaste que la société Israélienne traverse, nous pouvons affirmer sans hésitation l'opposition de la majorité des Israéliens aux thèses ODS car ils les perçoivent comme une menace à l'identité juive de l'État d'Israël. Ils craignent qu'un État démocratique conduise à une situation où les juifs deviendraient une minorité, mettant fin au caractère exclusivement juif de l'État.

En dehors de cette majorité, il y a des voix minoritaires des juifs israéliens dé-sionisés, des intellectuels, des universitaires et des journalistes qui luttent contre cette machine de propagande qui

conditionne la société israélienne et déshumanise les Palestiniens pour justifier les pires crimes.

Le célèbre historien Ilan Pappé s'adresse à son pays en novembre 2023 en disant « qu'il n'est pas toujours facile de s'en tenir à sa boussole morale, mais si elle pointe vers le nord (vers la décolonisation et la libération) alors elle vous guidera très probablement à travers le brouillard de la propagande vénéneuse. » Ensuite, malgré des années d'endoctrinement et d'ingénierie sociale sioniste, il y a quelques segments des Mizrahis (juifs orientaux), des libéraux sionistes qui essaient de se libérer du sionisme et de son État juif exclusif.

En France, comme dans beaucoup de pays occidentaux, les médias bourgeois et les gouvernements impérialistes veulent criminaliser l'antisémitisme, en prétendant qu'il ne serait qu'une variante de l'antisémitisme. Que leur répondez-vous?

L'antisémitisme est une longue histoire proprement juive avant qu'il devienne l'un des aspects de la lutte des Palestiniens contre le projet colonial sioniste. L'histoire du **Bund** montre que le combat contre le sionisme ne date pas d'aujourd'hui et qu'il a été mené par des juifs qui ont détecté sa nature véritable comme mouvement réactionnaire et colonial au service de la bourgeoisie.

Il faut noter qu'il y avait bien deux voies parmi les juifs d'Europe, et les sionistes n'étaient pas majoritaires. Mais les antisémites ont tous ou quasi tous été tués, et nous savons fort bien que cela n'a dérangé ni les dirigeants sionistes, ni les dirigeants occidentaux. Après quoi, ils se servent à tout-va du nom de ceux qu'on a tués pour leur projet colonial. Or, si l'antisémitisme a été initié par des juifs qui ne sont pas naturellement des antisémites, nous ne pouvons pas accuser d'antisémitisme qui combat



le sionisme aujourd'hui, le sionisme comme une idéologie nationaliste et raciste au service d'un projet colonial de peuplement.

Comment nommer l'État démocratique pour lequel vous luttez? État israélo-palestinien? Palestine laïque et démocratique?

Le nom de l'État démocratique sera la Palestine, l'État démocratique et laïque de la Palestine.

Tous les juifs en Palestine avant la création de l'État d'Israël ont été naturalisés palestiniens, ils redeviendront de nouveau des Palestiniens à part entière. Devenir palestinien, c'est avoir une identité politique liant l'individu à la communauté politique, qui est post-nationale, post-ethnique, post-religieuse.

Ce citoyen peut avoir une sous-identité au niveau individuel qui le caractérise. Il y aura une réconciliation entre son identité politique de citoyen et sa propre identité individuelle, et il pourra vivre dans ces deux appartenances.

Quelle est la place des religions dans la perspective d'un État démocratique?

Cette question a été un des axes de divergence dans le Congrès ODS à Istanbul. Ici, la première question controversée restée en suspens depuis ces années (2018-2019) tournait autour de la nécessité de définir la nature de cet État promis, la nature de son système politique et la nécessité de coupler son essence laïque avec sa politique démocratique.

Cette question laïque est toujours un sujet de débat vu la « résistance » des courants traditionalistes et islamistes contre son adoption, mais, nous insistons dans ces débats sur l'idée que le seul État respectueux de la religion est l'État laïque, car cet État est le garant du respect de toutes les croyances y compris religieuses. Nous introduisons dans ces débats ouverts nombres de points et surtout « la neutralité » de l'État vis-à-vis des diverses croyances de ses citoyens et que l'État en soi n'a pas de religion déclarée.

La persistance de ces débats a amené l'ODSI, lors d'une conférence en juillet dernier, à traiter ce sujet explosif pour formuler des réponses claires étant donné le rôle important que jouent la culture populaire islamique et la philosophie politique islamiste en Palestine. Comment pouvons-nous gérer ces tendances et convaincre les gens de notre vision?

En effet, l'islam politique présente un obstacle important en raison de sa nature prescriptive et du renforcement des mouvements du Hamas et du

Jihad au cours des dernières décennies. Avant cette conférence en juillet, nous avons aussi débattu cette question en mai dernier avec un groupe juif israélo-américain (Shoresh). La question concernant le rôle de la religion a été posée dans le terme « comment imaginez-vous que l'idée d'un État laïc puisse fonctionner étant donné le rôle central que joue la religion à la fois dans l'identité des peuples, leur autodétermination et leur gouvernance? »

Nous avons formulé la réponse qu'il y a un problème dans la pensée orientaliste en Occident (et par extension chez les Israéliens), et ce problème consiste à considérer la religion comme quelque chose d'essentialiste, immuable, durable, non changeant, non évolutif ; figé dans le temps... En réalité, il ne s'agit que d'idées préconçues que la vie réelle nie.

La religion, comme tout système de valeurs et de pensée idéologique et comme l'une des composantes d'une identité collective, est l'objet de changements, d'acculturation, d'adaptation.

Le rôle du pouvoir politique est majeur et crucial dans ces changements, adaptations, modifications : Il suffit que la loi s'adresse directement à l'individu sans l'intermédiaire de sous-pouvoirs communautaires ou religieux. L'individu, le citoyen, doit exister à titre individuel et non en tant que membre d'une communauté.

L'État et ses institutions sont neutres par rapport à ce citoyen. Cet État inclusif instaurera des valeurs communes de citoyenneté politique et non ethnique ou religieuse. L'État laïque et démocratique est le seul représentant de sa communauté de citoyens ; il est avant tout une communauté politique. L'identité sera une identité politique et non ethnique ou religieuse. Dans ces conditions, la religion et l'identité particulière demeurent confinées à la sphère privée. Il est évident que la loi de cet État exclura la charia, la halakha et leurs dictats imposés au comportement de l'individu.

Comment imaginer le retour des réfugiés, revendication très importante du mouvement national palestinien et pierre de touche du colonialisme sioniste?

La question du retour est doublement essentielle pour les Palestiniens et pour le projet de colonisation israélienne. Pour les Palestiniens, il n'y aura pas de réconciliation avec les Israéliens sans que ces derniers reconnaissent l'injustice qu'ils ont infligé au peuple palestinien en 1948. La seule réparation

possible pour ce crime est le retour des Palestiniens dans leur pays natal. Concernant ce hold-up du siècle dernier, le refus des sionistes d'admettre le droit du retour au peuple palestinien signifie le refus du voleur de rendre au propriétaire l'objet volé. Reconnaître le droit de retour signifie que l'acte fondateur de l'État d'Israël a été basé sur le vol de la terre palestinienne, sur le nettoyage ethnique et des massacres pour exproprier la Palestine entière afin de la transformer en État juif exclusivement où il n'y a pas de place pour le Palestinien natif de cette terre.

Comment surmonter les haines accumulées au fil des décennies ?

En politisant la haine, en rendant justice et en appliquant l'« accountability », le principe de responsabilité et l'obligation de rendre compte de leurs crimes de guerre.

Quelles initiatives, l'Initiative a-t-elle mené jusqu'à présent, en Palestine, en Israël ou à l'étranger ? Quelles prochaines initiatives envisagez-vous ?

Nous sommes une jeune organisation et nous (ODSI) ne sommes pas encore assez forts mais nous possédons la force de la proposition ; nous avons mené plusieurs initiatives en Palestine dans la perspective de créer des alliances alternatives pour combattre cette vacuité du leadership palestinien. Nous avons entamé des discussions en 2023 avec la mouvance démocratique palestinienne qui

regroupe plusieurs tendances et notamment le « Congrès de 14 millions » dirigé par « Omar As-saf », une personnalité indépendante en Cisjordanie. Nous avons également mené des discussions intenses avec le mouvement de « Moustapha Bargouthi », l'« Initiative Nationale Palestinienne ». Et du côté Israélien, nous avons participé au lancement d'un Appel adressé aux israéliens intitulé « A Notre Autre » et qui a suscité « beaucoup » de réactions et des débats avec ces Israéliens qui commencent à sortir de l'idéologie sioniste. Nous avons aussi entamé des discussions et des projets de travail communs avec un groupe Israélo-américain (Shores). A l'étranger, nous avons lancé un « Appel à nos amis juifs », un appel qui a reçu des bonnes réactions de deux parts, 14 000 palestiniens ont signé l'Appel dès la première semaine de son lancement et des centaines des jeunes juifs, notamment américains, ont adhéré à cet appel. Suite à ces activités, nous avons établi des contacts avec le groupe « Jewish Voice for Peace » aux USA. <https://odsi.co/en/statements/open-letter-jewish-allies/> En mars dernier, nous avons participé à une conférence à Bruxelles avec la participation de plusieurs forces politiques et spécifiquement le PTB et des intellectuels comme Ilan Pappé. En juin, l'ODSI a publié son Manifesto « La Palestine de demain », signé par 20 668 Palestiniens. <https://odsi.co/fr/statements/declaration-tomorrows-palestine> Nous allons lancer prochainement une campagne vers la création d'un mouvement démocratique Palestinien en Palestine et dans la diaspora palestinienne.



INTERVIEW DU MILITANT PALESTINIEN RAMY SAATH

Nous avons également rencontré et interviewé Ramy Saath, militant palestino-égyptien exilé en France, militant fondateur du mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) sur la situation en Palestine après le 7 octobre.

Fervent partisan du mot d'ordre historique du mouvement national palestinien « Pour une Palestine libre, laïque et démocratique, de la mer au Jourdain », méfiant à l'égard de l'Iran, il représente ce qu'on pourrait appeler une « gauche » dans ce mouvement national. C'est pour cette raison que nous voulions lui donner la parole, même si nous ne partageons pas nombre de positions qu'il défend par ailleurs.

À lire sur notre site internet : <https://ocml-vp.org/article/2673.html>

PRISE DE POSITION DU COLLECTIF IRANIEN ROJA-PARIS SUR LA SITUATION EN PALESTINE

POUR LA LIBÉRATION DE LA PALESTINE ET DE TOUS LES PEUPLES DU MOYEN-ORIENT IRAN / ISRAËL : RÉFLEXION EN HUIT POINTS

« Le 14 avril au matin, l'attaque sans précédent de la République islamique d'Iran (RII) contre Israël n'échappait à la couverture d'aucun média à travers le monde. Après que les grandes puissances, main dans la main, ont dressé le Dôme de fer impérialiste pour protéger l'État d'Israël, certains, espérant venger les Palestiniens, se sont extasiés devant le "courage" de la RII et n'ont cessé d'exprimer leur admiration pour la seule puissance de la région qui se serait dressée, seule, face aux puissances impérialistes. » C'est à ce mélange de fascination et de complaisance que, sans rien céder aux bourreaux des Palestiniens, répond le texte qui suit.



Dans cette guerre où Israël et Iran se montrent réciproquement les dents, certains ont sans la moindre honte pris le parti de l'État d'Israël ; d'autres, en Iran ou ailleurs, nettoient les crimes de la République islamique. Nous ne nous adressons pas à ces fascistes, mais plutôt à ceux qui suivent la logique selon laquelle « les ennemis de nos ennemis seraient nos amis ». Un raisonnement qui réduit les rapports complexes entre la RII et Israël à une lutte sans fin entre un bien et un mal et qui place dans un camp respectable, quiconque s'oppose à l'État d'Israël. Pour nous, défendre la cause palestinienne ne peut connaître d'autre voie que celle de l'opposition à la RII. Car celle-ci ne s'oppose pas à l'État d'Israël. Elle s'oppose aux peuples d'Iran et de toute la région. Car la libération des peuples n'est pas l'affaire des États. Car défendre la cause palestinienne, c'est se distancier de tout ce qui contribue à renforcer la domination israélienne sur les terres palestiniennes. Et depuis sa création et malgré tout le bruit qu'elle produit, la RII n'a fait que verser de l'eau au moulin de l'État d'Israël.

1. Ceux qui évoquent « le droit de la RII » à répliquer ne font que reprendre l'argumentaire de l'État d'Israël pour justifier l'anéantissement de Gaza et le génocide qu'il perpétue. Ils raisonnent dans un cadre dans lequel la vie des millions d'habitantes au Moyen-Orient ne vaut rien. Que vaut le « droit à se défendre » de la RII, y compris selon les normes du droit international, si ce « droit » se traduit dans les faits par deux semaines d'effroi en Iran et de l'Irak au Liban, face à la perspective d'une guerre généralisée ? Au nom de quel droit,

les peuples démunis et appauvris de la région devaient payer le prix de l'« honneur » bafoué d'une puissance qui prévient son ennemi de l'heure d'arrivée de ses missiles sur son territoire ?

2. Malgré leur opposition, la RII et l'État d'Israël et ses soutiens occidentaux constituent les rouages d'une même machine qui à chaque instant pousse le Moyen-Orient vers le précipice. A ceux pour qui le rôle de la RII dans la répression sanglante de la révolution syrienne contre la dictature Assad n'a pas suffi, nous rappelons le troc souterrain de l'Iran pendant la guerre qui l'a opposé à l'Irak. Au milieu de la guerre, d'un côté la RII scandait que « la route vers Al-Qods passait par Karbala », de l'autre elle achetait des armes auprès de l'État d'Israël pour combattre l'Irak. Humour amer qui a coûté la vie à des milliers d'Iranien.es et d'Irakien.es... Parlons aussi de son double jeu : d'un côté la RII prétend exclure tout échange commercial avec l'État d'Israël, de l'autre, elle ne respecte même pas la campagne « Boycott, désinvestissement et sanctions ».

3. Tout cela ne signifie que la RII et l'État d'Israël sont des puissances égales. Et elles ne peuvent pas compter sur des soutiens de même envergure. Mais il s'agit d'ennemis utiles l'un à l'autre. Partout où se déploient des luttes émancipatrices, tous deux réagissent par la répression. Tous deux s'appuient sur l'existence de l'autre pour dissimuler leurs contradictions internes et justifier leurs crimes. Cet état de « ni paix, ni guerre » leur permet de garantir, chacun, leur propre survie.

4. Autre raison pour laquelle l'attaque de l'État d'Israël par la RII en excite certains : la RII est un État enserré par les sanctions imposées par les États impérialistes. Et pourtant elle semble faire face, seule, à ces mêmes puissances. Mais la seule retombée de cette attaque pour les classes populaires d'Iran, c'est la chute de la valeur de la devise nationale, autrement dit, encore l'appauvrissement. Alors que les prix augmentent avec la valeur du dollar-sauf bien entendu, pour ceux qui se servent directement dans les revenus du pétrole-, le salaire journalier minimum est descendu à 3\$. Ceux qui sont séduits par la puissance de la RII face aux puissances mondiales, savent-ils quelque chose de la vie de ceux qui en Iran ne survivent qu'en transportant des produits de contrebande (comme les Koulbar au Kurdistan) ou encore du carburant (comme les Soukhtbar au Baloutchistan) ? Savent-

ils qu'au moment où la RII envoyait plus de 300 drones et missiles qui n'ont même pas frôlé les bouchers de Gaza, elle était incapable d'envoyer le moindre secours pour sauver d'une noyade des dizaines de Baloutches ?

5. Ce que la RII a gagné, on le voit immédiatement dans les rues des grandes villes iraniennes. L'attaque très contrôlée contre l'État d'Israël, gigantesque opération de communication, a permis de renforcer les bases d'une autre guerre, celle que la RII a déclaré aux femmes, dès sa naissance. Les rues de Téhéran et d'autres villes ont vu se déployer une guerre terrible. Une guerre qui cible le corps des femmes et leur âme révoltée, une guerre qui veut les femmes enfermées. Comment un tel régime pourrait émanciper les peuples opprimés de Palestine et de la région ? Est-ce que la logique, qui à juste titre, exige de combattre l'apartheid organisé par l'État d'Israël n'exige pas aussi de rester debout face à l'apartheid sexuel et de genre en Iran ?

6. Mais l'attaque de l'État d'Israël par la RII a aussi permis autre chose : en plus de blesser une enfant arabe, elle a réussi pour au moins quelques jours et partout dans le monde, à détourner l'attention des opinions publiques de Gaza et faciliter l'opération israélienne contre Rafah. En arrière-plan de cette guerre, les États-Unis ont encore une fois opposé leur veto à l'ONU contre la reconnaissance de la Palestine comme État. En réalité, ce sont les soutiens de l'État d'Israël qui devraient remercier la République islamique d'Iran.

7. Parmi les autres « réussites » de la RII au cours de son histoire, il faut aussi parler de la marginalisation de la cause palestinienne dans la société iranienne. Alors que cette cause était populaire, 45 ans d'instrumentalisation par le pouvoir ont fait naître au sein de la société iranienne une certaine indifférence, voire parfois, un rejet de la cause palestinienne. Parallèlement, l'État d'Israël a choisi quel courant de l'opposition soutenir, le courant fasciste, celui de la droite monarchiste. Elle le présente comme seule issue pour l'après-RII. C'est d'ailleurs au nom de cette même opposition binaire et exclusive (république islamique ou régime installé par les puissances impérialistes) que le pouvoir iranien réprime les mobilisations populaires à l'intérieur de ses frontières.

8. La RII tente obstinément d'instrumentaliser la montée de l'islamophobie en Europe et en

Amérique du nord -islamophobie qui est l'un des visages du racisme en Occident. Elle tente ainsi de se présenter comme défendant les droits des musulman.es dans cette partie du monde. Ceux qui voient en la RII un bouclier contre cette islamophobie et qui la soutiennent pour cette raison, devraient se demander pourquoi dans la région administrative la plus peuplée d'Iran, celle de Téhéran (près de 20 millions d'habitant.es), les sunnites n'ont pas droit à une seule mosquée pour leur culte. Pourquoi les sunnites d'Iran, qu'ils soient baloutches, kurdes ou arabes, comptent parmi les populations les plus appauvries? Pourquoi leur vie sont celles qui valent le moins en Iran? Pourquoi les immigré.es afghan.es et en

particulier les Hazaras sont privé.es des droits les plus élémentaires? Ils doivent se demander comment un État dont les médias, officiels et officieux, diffusent des idées antisémites, pourrait soutenir l'antiracisme à travers le monde.

Pour nous, membres de Roja, la RII n'affaiblit pas l'apartheid organisé par l'État d'Israël. La voie de l'émancipation des peuples de la région ne peut passer que par un double combat : celui contre le régime d'apartheid israélien et ses soutiens et celui contre la République islamique d'Iran.

Instagram : @roja.paris
Email : rojaparis@riseup.net

PALESTINE, UN FÉMINISME DE LIBÉRATION

NADIA ELIA

Éd. du remue-ménage 2024, 128 pages, 12,00€

Née en Irak puis élevée au Liban, l'autrice est enseignante à Washington, militante féministe et pro-palestinienne. Ce tout petit livre publié au Canada, de format 10x13 et 100 pages de texte, a une grande ambition, « préparer les fondations » : « Abolir un système oppressif sans avoir suffisamment préparé les fondations permettant à la nouvelle société libérée de se développer ne peut que mener à l'échec, comme nous pouvons le constater dans de nombreux pays postcoloniaux et postrévolutionnaires » (p. 14). Le premier constat est celui-ci : « Je souhaite d'abord dresser un aperçu des défis auxquels nous, activistes palestiniens de la diaspora et nos alliés.es, avons fait face quand nous nous sommes engagé.es avec d'autres féministes et « progressistes » du Nord global » (p. 43). « Le féminisme du Nord global a été dominé par des femmes de classe moyenne d'ascendance européenne » (p. 58). Elle rejette donc les « féministes racistes et colonialistes », le féminisme « impérialiste », exemple Hillary Clinton, et résume le tout par « faux féminisme ». La domination de militants de classe moyenne et du faux communisme dans nos organisations est un premier constat que nous pouvons totalement partagé!

L'autrice défend le droit à la lutte armée, tout en déplorant que derrière le mot résistance, on ne voit que des armes, et des hommes. Alors que la résistance est un tout beaucoup plus large, ce que les femmes vivent quotidiennement. « Notre simple existence est notre résistance » (p. 22). Elle penche au fond du côté de la non-violence, mais remet ainsi au premier rang le projet politique. Elle remet par ailleurs de l'ordre dans l'articulation entre ennemi extérieur et ennemi intérieur, à savoir sionisme et patriarcat. Le plus grand oppresseur pour les femmes palestiniennes n'est pas le Hamas, ce qui ne veut pas dire que le Hamas ne soit pas un oppresseur en second. Elle démolit les biais inconscients hérités des passés coloniaux, la propagande pro-sioniste diluée, et conclut : « Notre objectif est donc à la fois la libération nationale et la transformation sociale et politique » (p. 86). Finalement, mis à part une tendance à minorer la légitime défense (« Personne ne va libérer la Palestine à coup d'attentats-suicides à la bombe »), elle confirme les positions politiques de VP.



À NOUVEAU SUR LE SOUTIEN À LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

Dans notre numéro précédent de *Partisan Magazine* (N°23), nous abordions les questions politiques de la Résistance Palestinienne (<https://ocml-vp.org/article2621.html>)

La guerre et le génocide ne faiblissent pas, la colère et la révolte dans les peuples du monde non plus face à la barbarie fasciste du sionisme. Mais la colère, la haine, la révolte et la solidarité internationale doivent prendre du recul à partir de l'émotion légitime. Il faut avoir un point de vue, réfléchir, s'organiser aujourd'hui dans le soutien pour prévoir l'avenir.

Nous poursuivons notre réflexion, d'autant plus qu'autour de nous celle-ci s'efface, c'est une certaine vision du soutien « inconditionnel » à la Résistance Palestinienne qui s'impose progressivement.

Alors reprenons ce que nous avons glané depuis six mois, avec lequel nous ne pouvons pas être d'accord.

Nos premiers contradicteurs ne nous étonnent pas, il s'agit du **Comité d'Action Palestine de Bordeaux**. C'est un collectif auquel nous avons déjà été confrontés dans le passé, dirigé par des réactionnaires religieux islamistes. En 2014, nous avions polémique avec lui sous le titre « Pas d'anti-sémites dans le soutien à la Palestine et à Georges Abdallah ! » (<https://ocml-vp.org/article1345.html>). Dans la manifestation lyonnaise de soutien à Georges Abdallah le 15 juin, ce collectif distribuait un tract (<https://www.comiteactionpalestine.org/word/revolution-et-contre-revolution-en-palestine/>) dont nous extrayons la conclusion :

« Ainsi, le 7 octobre a tracé une ligne de démarcation claire entre le camp de la révolution et le camp de la contre-révolution. Il va de soi que les pays impérialistes et leur partis politiques de gouvernement sont tous alignés pour écraser dans le sang la révolution palestinienne. Il est inutile de s'étaler sur les partis de gauche qui agitent hypocritement la solution des deux Etats. Il reste le cas particulier de l'extrême gauche qui, selon toutes les apparences, soutient la résistance du peuple palestinien. Mais ce soutien reste conditionné. Au lieu de soutenir sans condition le camp de la révolution palestinienne avec toutes ses organisations armées, certains mouvements dits de la gauche radicale s'ingénient à classer les organisations islamiques dans le camp des réactionnaires. Cette gauche fait fausse route sur ce sujet comme sur beaucoup d'autres, sauf que dans la situation actuelle c'est apporter un soutien indirect à l'impérialisme qui propage massivement l'idée que sa lutte est une lutte contre la barbarie islamique.

En taxant de réactionnaires les forces de la résistance les plus importantes et les plus déterminées, les gauchistes s'excluent de facto du camp de la révolution et deviennent les alliés objectifs de la contre-révolution. Ils se targuent de combattre l'islamophobie en France, mais ils l'alimentent dans le cas palestinien. Outre le fait qu'ils sont les dignes héritiers du laïcisme civilisateur, les gauchistes s'excluent de facto aussi de l'héritage marxiste et des enseignements théoriques des pères fondateurs de la théorie révolutionnaire. La pensée dialectique marxiste n'a pas une approche figée du religieux. Dans un cas, le religieux peut être opium du peuple. Ce qui est valable pour la doctrine religieuse saoudienne. Il peut être émancipateur et mobilisateur dans le cas palestinien. La dichotomie progressistes- réactionnaires est une fausse dichotomie. La véritable dichotomie oppose le camp de la révolution au camp de la contre-révolution. Lénine disait que la théorie révolutionnaire n'est jamais que l'analyse concrète des situations concrètes. Le gauchiste, lui, reste figé dans le dogme. Et dans le camp de la contre-révolution. »

Alors, nous persistons et nous signons. Oui, il y a des forces réactionnaires dans la résistance palestinienne, dont le Hamas est l'exemple le plus éclatant, et affirmer cette évidence ne nous range pas pour autant dans le camp de l'impérialisme et de la contre-révolution. Outre le verbiage prétendument marxiste, on retrouve un fondamental de la période actuelle : il existe une seule contradiction au Proche Orient, celle entre l'impérialisme occidental et ses alliés (le sionisme, les régimes arabes) et la Résistance Palestinienne unifiée et sans contradiction. Nous avons déjà critiqué cette conception dans notre numéro précédent : jamais nous ne soutiendrons un projet politique et idéologique qui vise à transformer la Palestine en république islamique du type de celle des mollahs en Iran.

Le marxisme, le léninisme, le maoïsme sont libérateurs, jamais ils ne défendront un état religieux, jamais ils ne défendront un projet politique réactionnaire, même s'ils peuvent reconnaître la participation de forces réactionnaires dans un combat juste (c'est le cas aujourd'hui) et envisager des alliances ponctuelles avec elles. Mais alliance ponctuelle ne veut pas dire soutien politique. Et précisément la tâche des communistes est de défendre leur indépendance, leur projet démocratique et populaire, laïque et progressiste pour préparer un avenir socialiste. Nous l'affirmons à nouveau : on récoltera demain ce qu'on

sème aujourd'hui, et on récolte aujourd'hui ce qu'on a semé hier.

Nos contradicteurs suivants sont plus surprenants, parce qu'ils ne peuvent pas eux être soupçonnés de positions réactionnaires (à la différence du CAP Bordeaux). Mais **nous avons sursauté à la lecture du communiqué commun du 7 octobre 2024 de la Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire (maoïste, liée au PCm) et de la revue Supernova de Marseille**, rassemblement local de marxistes de diverses origines (voir <https://www.causedupeuple.net/2024/10/07/communique-un-an-apres-le-07-octobre-le-deluge-dal-aqsa-continue-de-rugir-et-de-deferler-pour-la-liberation-de-la-palestine/>). On retrouve la même analyse simpliste que celle du CAP Bordeaux : il existe une seule contradiction, celle entre l'impérialisme occidental et ses alliés et le peuple palestinien considéré comme unifié et sans contradictions : on soutient ou on ne soutient pas, point barre. Pas un mot sur les autres puissances impérialistes, la Russie, la Chine, pas un mot sur l'Iran et les puissances arabes réactionnaires, soutien explicite au Hezbollah, au Hamas, aux Houtis du Yémen, pas un mot sur les forces laïques comme le FPLP, tout cela pour affirmer sans nuance que « La lutte palestinienne est aujourd'hui le fer de lance de la lutte contre l'impérialisme : c'est un des soleils se levant sur le nouveau monde. Elle est le porte-drapeau des opprimés, le centre de la Révolution Proletarienne dans le monde. ». Avec l'Iran, le Hamas et le Hezbollah comme direction politique et idéologique – ça c'est nous qui rajoutons.

C'est un alignement pur et simple sur le soutien inconditionnel y compris aux forces les plus réactionnaires de la résistance, en reprenant sans aucune réserve leur logique politique et militaire, qu'il s'agisse du 7 octobre ou du prétendu « Axe de la Résistance », propulsé par l'Iran. Ce n'est finalement pas si loin des positions du CAP Bordeaux...

C'est en tous les cas à mille lieux du marxisme, du léninisme et du maoïsme qui nous ont appris à distinguer qui sont nos ennemis, qui sont nos amis, en distinguant à nouveau entre les amis temporaires et tactiques qu'il faudra combattre plus tard, et les vrais amis fidèles et sincères, sur le fond politique et militaire. On s'interroge vraiment sur la conception de la Révolution Proletarienne mondiale portée par ces camarades Les Femmes iraniennes doivent s'interroger...

En passant, il faut également critiquer le discours triomphaliste, très en vogue lui aussi. L'idée selon laquelle « quoiqu'il arrive le peuple palestinien finira par l'emporter, car c'est le sens de l'Histoire », est assez unilatérale. L'Histoire ne manque hélas pas d'exemples contraires, de peuples défaits pour des siècles.

La situation stratégique des Palestiniens est bien plus difficile que ne l'étaient celles des Algériens ou des Sud-Africains. Ce triomphalisme permet à bon compte d'esquiver les débats de fond sur la stratégie, la tactique et le programme politique d'un mouvement de libération nationale. Car au fond, si la victoire est irrémédiable, tout cela n'a pas d'importance, n'est-ce pas ? L'orientation prise par un mouvement de libération est une condition de sa victoire et les débats politiques ne sont pas un luxe et une nécessité.

On retrouve ici les mêmes erreurs que celles et ceux qui affirment la chute inéluctable du capitalisme, dans une sorte de catastrophisme économique à l'échelle planétaire qui provoquerait automatiquement la révolution mondiale. Plus

besoin de réflexion, de projet, juste de souffler sur toutes les braises existantes, la seule conviction anarchiste qu'il faut que ça pète ».

Enfin, nous voulons **revenir sur les positions du FPLP**. Dans notre dernier numéro, nous écrivions « Et il semble que le dernier congrès du FPLP ait marqué une réorientation à gauche, mais nous n'en savons pas beaucoup plus et nous n'en voyons en tous les cas pas la marque ». Nous sommes en mesure d'en dire un peu plus, et malheureusement pas dans le bon sens.

- Lors de la mort du président iranien en mai dernier, le FPLP s'est fendu d'un communiqué officiel (sur Telegram), en arabe et en anglais : « Le Front populaire fait l'éloge du défunt président iranien et affirme qu'il a consacré sa vie au service de son pays et qu'il a œuvré, tout au long de sa présidence, au développement de la République islamique à tous les niveaux, contribuant à sa transformation en une force régionale, équilibrée et influente dans la région et dans le monde.



Il a également fait un effort important pour soutenir la cause palestinienne et la résistance palestinienne, en particulier, lors de la bataille du « Déluge d'Al-Aqsa ». »

Rappelons que le défunt président iranien était surnommé « le boucher de Téhéran », ancien procureur qui avait participé aux milliers de condamnations à mort d'opposants à la fin des années 80 en Iran. C'était un despote sanglant de la pire espèce, dont la mort a été fêtée partout en Iran, qu'il brûle en enfer ! Alors lire que « au nom de tout le peuple palestinien, j'adresse mes plus sincères condoléances au peuple iranien et à ses dirigeants pour cette grande perte et ce douloureux accident », c'est assez insupportable.

• Par ailleurs, concernant Samidoun, organisation de défense des prisonniers politiques liée au FPLP, elle a d'un côté défendu sans nuances les Houthis du Yémen, et vient de recevoir le « prix des droits de l'homme islamique » délivré officiellement par la République Islamique d'Iran. C'est quand même à vomir d'accepter ces relations. On est d'ailleurs

assez surpris du silence à ce propos des forces qui en France se revendiquent de Samidoun...

• Manifestement le FPLP s'aligne de plus en plus sur l'Iran et ses relais locaux, et cela n'augure rien de bon pour l'avenir.

En conclusion, la tendance dans le mouvement de soutien est à l'évidence au soutien incondicional, y compris aux forces les plus réactionnaires. Notre soutien au peuple palestinien est incondicional, nous le rappelons, mais nous regardons d'un œil critique les orientations qui lui sont proposées pour construire son avenir.

Et nous c'est aussi pour cela que nous sommes attentifs aux forces progressistes, même embryonnaires, aux militant.e.s porteurs d'un autre discours. Comme l'ODSI (Initiative pour un Etat démocratique unique), comme le point de vue des femmes iraniennes de Roja ou comme les propos de Ramy Saath, vieux militant palestinien dont nous rapportons les propos sur notre site. Nous le répétons encore une fois : on récoltera demain ce qu'on sème aujourd'hui.

UNE ÉTRANGE DÉFAITE **Sur le consentement à l'écrasement de Gaza** **DIDIER FASSIN**

Éd. La Découverte 2024, 186 pages, 17,00€

Didier Fassin est professeur à Princeton et à Paris, au Collège de France et à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Ce livre est court et dense, il part du constat que « le consentement à l'écrasement de Gaza a créé une immense béance dans l'ordre moral du monde ». Il fait le résumé de cet événement. Autrement dit, le génocide en cours jette une lumière crue sur cette réalité : le monde est dirigé par des criminels et leurs complices.

On sera particulièrement sensible au rôle de « la France », de Sarkozy, Hollande et Macron ; aux ventes d'armes, à l'occultation et au brouillage du récit historique, aux « deux poids, deux mesures » des médias, à la criminalisation des soutiens aux colonisés génocidés, etc. Tout est précisément noté, chiffré, car tel est le but : « laisser une trace, une archive » (p. 184). Le poème palestinien choisi pour les dernières lignes (p. 181) exprime la même démarche : « Si je dois mourir, qu'il en reste de l'espoir, qu'il en reste une mémoire ».

De l'espoir ? Le modèle, certes inapplicable dans les conditions actuelles, c'est l'Afrique du Sud : « mémoire... justice... parole ». « Chacune de ces conditions n'était pas sans ambiguïté, comme l'ont montré les divisions et les ressentiments apparus plus tard. Mais le pire a été évité, une cohabitation de l'opresseur et de l'opprimé a été rendue possible » (p. 176). Une cohabitation !

La perspective politique est donc de toute évidence très limitée. Le puissant mouvement de soutien international n'est que négativement rapporté, sous l'angle de sa répression, et la perspective révolutionnaire du printemps arabe n'a pas à être évoquée, car la perspective révolutionnaire est absente. Mais reste la puissance du résumé des faits, des chiffres, des crimes et des falsifications. L'objectif était limité – c'est celui d'un intellectuel – mais il est remarquablement atteint.



BANGLADESH : UNE RÉVOLUTION!

52

Que s'est-il passé le 5 août 2024? Félix Lebrun a remporté une médaille de bronze en tennis de table? C'est exact, mais pendant que les médias nous saturaient de Jeux Olympiques, déclarés période de trêve par Macron (trêve dans quelle guerre?), la planète continuait à tourner, et certaines guerres bien réelles ne connaissaient pas de trêve. Le 5 août à 14 h 30, la première ministre du Bangladesh, Hasina Sheikh, s'enfuyait en hélicoptère, traquée dans son palais par des milliers d'étudiants et de travailleurs en colère. Une révolution! Un événement assez lointain pour nous? Un événement plus courant qu'on ne croit. Oui, la révolution est un événement courant!

D'ABORD, PEUT-ON PARLER DE RÉVOLUTION?

Oui, puisqu'il y a changement de régime. S'il n'y avait qu'un changement de roi, de dictateur, ou de constitution bourgeoise, il y aurait continuité politique, et surtout continuité de la classe au pouvoir. Révolution aussi, même si ce n'est pas la classe ouvrière qui impose son pouvoir – exemple : les révolutions démocratiques et nationales d'indépendance; ou même si le pouvoir ouvrier est éphémère – exemple : la Commune de Paris : en 1870-71, on est passé de Napoléon III à Adolphe Thiers. Révolution de 1789, de 1830, de 1848, de septembre 1870...

Par ailleurs, une distinction extrêmement importante est à faire entre révolution et situation révolutionnaire. Lénine note, par exemple, dans la seule Russie de son époque, une situation

révolutionnaire en 1901, une autre en octobre-décembre 1905, une troisième en 1915. « La révolution, écrit-il (t. 21, p. 217), ne surgit pas de toute situation révolutionnaire, mais seulement dans le cas où, à tous les changements objectifs..., vient s'ajouter un changement subjectif, à savoir : la capacité, en ce qui concerne la classe révolutionnaire, de mener des actions révolutionnaires de masse assez vigoureuses pour briser complètement (ou partiellement) l'ancien gouvernement, qui ne « tombera » jamais, même à l'époque des crises, si on ne le fait pas « choir ». Telle est la conception marxiste de la révolution. »

La distinction entre révolution et situation révolutionnaire est donc tout-à-fait déterminante, dans la mesure où entre les deux se pose la question de la situation idéologique et politique et de la situation organisationnelle des travailleurs. En clair, s'il n'y a pas de parti ouvrier, les travailleurs peuvent se battre féroce, ils sont sûrs de se faire voler la victoire.

Si l'on essaie de lister les situations révolutionnaires depuis un demi-siècle, disons depuis les années 1968, on recense assez facilement plus d'une centaine d'événements tous plus remarquables les uns que les autres. Pensez seulement au « printemps arabe » de 2011. Certes, aucune révolution prolétarienne n'est victorieuse, mais, d'une part, dans les révolutions démocratiques, « la plèbe a dû faire tout le travail », comme le note Engels à propos de la Révolution française de 1789 (dans une lettre à Kaustky du 20 février 1889). D'autre part, les situations révolutionnaires sont autant d'occasions de révolutions ratées, et souvent de révolutions prolétariennes ratées.

ALORS, QUE S'EST-IL PASSÉ AU BANGLADESH CET ÉTÉ?

Le Bangladesh, c'est d'abord pour nous, le souvenir du Rana Plaza, le 24 avril 2013 : 1100 travailleurs, majoritairement travailleuses, tuées, et 2600 blessées, dans cet immeuble-usine de textile. Le symbole extrême des conditions de travail qui font que les vêtements sont bon marché et les profits des grandes marques occidentales juteux. 4500 entreprises textiles emploient 4 millions et demi de travailleurs dans le pays. Il y a quelques mois, en novembre 2023, la police avait encore ouvert le feu contre une manifestation d'ouvrières, faisant une morte et plusieurs blessées. En juillet, ce sont les étudiants qui, les premiers, sont descendus dans la rue, organisés qu'ils sont en association (3000 adhérents), sortant d'une lutte contre les discriminations racistes et sexistes. Ils mettent en place, dans toutes les grandes villes, des barrages routiers pour protester contre le rétablissement d'un quota d'emplois publics (30%) réservés aux descendants des « héros de la guerre d'indépendance » (de 1971). Ce privilège, moyen de clientélisme pour le gouvernement, avait été suspendu en 2018 après de puissantes manifestations. Suppression de cet acquis quelques années après ! Il faut tenir compte du fait que 40% des jeunes du pays sont au chômage.



Le 14 juillet, la première ministre traite dans un discours les étudiants de collabos, héritiers de ceux qui tuaient les militants de l'indépendance. Le mouvement se renforce. Les lycéens se joignent aux étudiants. La répression se renforce aussi. Les gaz lacrymos et les balles en caoutchouc font place le 20 juillet à l'ordre donné aux militaires de tirer à vue. Fin juillet, il y a plus de 200 morts et de très nombreux blessés. Les ouvrières et ouvriers sont outrés de voir leurs enfants, qui représentent la volonté de « s'en sortir », être abattus comme du gibier. Ils se mettent à soutenir les étudiants. L'armée alors, qui a tiré sur des milliers, refuse de tirer sur des millions. Les manifestants envahissent le Parlement et le palais de la première ministre. Nous sommes le 5 août 2024.

CERTAINS TRAITS DE CETTE GRANDE AVENTURE MÉRITENT D'ÊTRE NOTÉS

- Le point de départ est une lutte pour une réforme, ou contre une réforme (du gouvernement), une lutte partielle, démocratique. La réponse du pouvoir étant négative et violemment répressive, elle se transforme en lutte politique contre le régime lui-même. Constatant la radicalisation et ses dangers, ce dernier retire sa réforme, mais il est trop tard, le mouvement a changé de nature.
- Le socle du pouvoir, c'est l'armée, l'État tel que défini par Lénine, « des détachement spéciaux d'hommes armés ». Quand les forces de répression refusent de tirer sur le peuple, le roi est nu, le pouvoir change de mains.
- L'autre point de bascule décisive, qui précède, c'est la participation massive des travailleurs, qui ne se révoltent pas n'importe quand, n'importe comment, mais quand ils voient une brèche s'entrouvrir, une limite dépassée. Ces deux points sont absolument tabous pour les médias officiels et pour les réformistes.
- D'une manière générale, la révolution se présente sous la forme d'un chaos généralisé. Dans cet ébranlement de l'ordre capitaliste ordinaire, des tendances et initiatives d'extrême droite, racistes et anti-communistes, ne manquent pas de se déchaîner. L'organisation d'un nouvel ordre, d'un nouvel État (populaire) s'impose dans l'urgence de la situation. Les étudiants et travailleurs banglais ont protégé les temples hindous, les églises chrétiennes et les boutiques tenues par des minorités (dans un pays composé à 90 % de musulmans).
- « C'est seulement en faisant surgir une contre-révolution compacte, puissante, en se créant un adversaire

et en le combattant que le parti de la subversion a pu enfin devenir un parti vraiment révolutionnaire » (Karl Marx, Les luttes de classes en France, page 1).

• En l'absence d'organisation prolétarienne, l'avant-garde du mouvement reste naturellement à la petite bourgeoisie, et celle-ci permet à la grande bourgeoisie de se faufiler au pouvoir avec une nouvelle équipe politique.

LA RÉVOLUTION
N'EST PAS UN FANTASME

Comme beaucoup de réalités, la révolution est l'objet d'une vision métaphysique, idéalisée. Lénine s'est battu contre cette manière de voir : « La révolution socialiste ne doit pas être considérée comme un acte unique, mais comme une époque orageuse de bouleversements politiques et économiques, de lutte de classes très aiguë, de guerres civiles, de révolutions et de contre-révolutions » (t. 21, p. 352). Marx lui-même écrivait : « L'anticipation doctrinaire et nécessairement imaginaire du programme d'action d'une révolution de l'avenir ne fait que détourner des luttes présentes » (lettre à Nieuwenhuis du 22 février 1881).

Ne rêvons pas d'une grande et pure révolution mythique. Voyons toutes les révolutions et situations révolutionnaires qui éclatent régulièrement, et que la bourgeoisie s'emploie à ignorer ou à déformer. Et voyons l'immense potentiel de révolte et de désir de liberté, d'humanité, de dignité, présent chez les travailleurs, les femmes, les jeunes, les discriminés du monde entier. Enfin, considérons que nous entrons dans une époque de grands bouleversements.

La « zone des tempêtes » - les pays du Sud désignés ainsi par Mao - est toujours la zone des tempêtes. Les pays dominés sont toujours des pays dominés. Mais la réalité économique et politique est maintenant mondialisée, et capitaliste. Le Bangladesh vient de vivre une révolution démocratique qui peut être comparée à la France de juillet 1830, février 1848, septembre 1870. Des révolutions dans lesquelles la classe ouvrière cherche sa place. Les médias bourgeois ne retiendront qu'une « révolution étudiante » (comme souvent à propos de mai-juin 1968), respectant l'omerta de classe sur le rôle décisif de l'intervention massive ouvrière et populaire. Le rôle politique dirigeant de l'association étudiante au Bangladesh ne fait que souligner l'absence d'organisation politique des travailleurs.

UN GOUVERNEMENT PROVISOIRE, GENRE GOUVERNEMENT LAMARTINE

Les Bangladais font une révolution et appellent au pouvoir... un banquier. Voilà un fait qui parlera aux travailleurs de France ! Le Monde diplomatique explique (octobre 2024, page 11) :

« Les choix de M. Yunus pour composer son gouvernement ne laissent aucun doute sur l'orientation de ses projets : d'anciens généraux, d'anciens ministres ou ambassadeurs, tous fervents partisans d'une plus grande privatisation des ressources et des industries nationales. Mais l'équipe inclut également M. Adilur Rahman, militants des droits humains, et Mme Rizwana, une avocate spécialisée dans la justice environnementale. Pour la première fois dans l'histoire du Bangladesh, deux étudiants, issus du mouvement anti-discrimination, accèdent à des responsabilités ministérielles. Un troisième, M. Mahfuz Abdullah, souvent décrit comme le théoricien du mouvement, a été nommé comme assistant spécial du conseiller en chef de M. Yunus. »

Le banquier Yunus s'est attribué pour sa part cinq ministères clés. Quel rôle joueront les responsables étudiants dans ce gouvernement ? Celui de l'ouvrier Albert et de Louis Blanc ? Voici comment Marx caractérisait le gouvernement provisoire mis en place après la révolution de 1848 :

« C'est aux côtés de la bourgeoisie qu'ils [les ouvriers] cherchèrent à faire prévaloir leurs intérêts, de même que c'est à côté de la majorité bourgeoise qu'ils avaient installé un ouvrier dans le Gouvernement provisoire même. *Organisation du travail !* Mais c'est le salariat qui est l'organisation bourgeoise actuellement existante du travail. (...) *Un ministère spécial du Travail !* Mais les ministères des Finances, du Commerce et des Travaux publics ne sont-ils pas les ministères du Travail bourgeois ? A côté d'eux, un ministère du Travail prolétarien ne pouvait être qu'un ministère de l'Impuissance, un ministère des Vains Désirs, une commission du Luxembourg... La classe ouvrière française... était encore incapable d'accomplir sa propre révolution. » (Les luttes de classes en France, 1848-1850, Ed. Soc. Page 49).

À quoi peut bien servir en effet de participer à un gouvernement « progressiste », « de gauche », « démocratique », quand l'armée bourgeoise et les marchés capitalistes gardent le pouvoir réel, quand surtout les travailleurs ne sont pas organisés partout en comités décisionnels ?



LES GRAINES DU FIGUIER SAUVAGE : UN SOUFFLE FÉMINISTE EN QUÊTE DE LIBERTÉ

Le film « les Graines du figuier sauvage » de Mohammad Rasoulof s'impose comme une œuvre profondément féministe, mettant au cœur de son récit la révolution de la femme, son regard, sa quête de liberté. Au fil des images, la tension entre soumission et révolte éclate, à travers le portrait d'une famille de petite bourgeoisie, solidement enracinée dans les rouages du régime.

Avec une pointe d'exagération, Rasoulof nous dévoile la fracture entre deux générations : une mère, résignée, et ses filles, porteuses d'une rébellion silencieuse mais ardente. Le film interroge, dans toute sa profondeur, la nécessité d'obéir à un système autoritaire, étouffant, où la liberté semble inaccessible, sinon interdite.

À travers ce film, ainsi que ses œuvres précédentes, il devient évident que Rasoulof est un réalisateur engagé, un progressiste farouchement opposé à ce régime autoritaire. Son cinéma se fait l'écho des mouvements révolutionnaires en Iran, et il prend ouvertement parti pour la révolution « Femme, Vie, Liberté ». Rasoulof met en lumière, avec une sensibilité particulière, la place centrale de la femme dans la lutte, explorant sa force, sa complexité, et sa capacité à redéfinir l'ordre établi. À la suite de ce film, Rasoulof, comme ses interprètes féminines, ont été obligés de s'exiler.

Et puis, comme un clin d'œil subtil au complexe d'Œdipe, la fin du film renverse le mythe : ici ce n'est pas le fils qui tue le père, mais la fille qui s'en charge, renversant symboliquement le père, figure du patriarcat et du système machiste. Cette rupture marque l'éclat final d'une révolte qui n'est pas seulement familiale, mais universelle, contre une autorité qui étouffe l'âme féminine et la liberté.

Les Graines de figuier sauvage dessine avec une beauté crue les contours d'un combat intérieur, où la quête de liberté transcende les murs oppressants d'un régime fasciste.



NOUVELLE BROCHURE DE L'OCML VOIE PROLÉTARIENNE

Le 1^{er} décembre, nous commémorens le sombre anniversaire du massacre de Thiaroye, près de Dakar au Sénégal, où des centaines de tirailleurs « sénégalais » ont été massacrés par la troupe française le 1^{er} décembre 1944, lors de leur démobilisation après la deuxième guerre mondiale. Nous avons demandé cette brochure à un camarade sénégalais, Maniang Fall, militant maoïste de ce pays, qui nous raconte le détail de ce massacre, le contexte colonial et raciste de l'époque, les raisons de cet épisode et les manipulations autour de cette date aujourd'hui. D'autant qu'avec le rejet de la Françafrique, les velléités de rupture de plusieurs gouvernements et le développement d'une certaine forme de panafricanisme dans toute la région ouest-africaine, l'anniversaire prend un sens très politique.

Cette brochure de 32 pages, format A5 est disponible à notre Boîte Postale au prix de 3 € + frais de port 2,78 €.

Sommaire : Qui sont ces « tirailleurs sénégalais » et leur itinéraire ? • Le rapatriement des tirailleurs • Le massacre et ses causes • Mensonges, manipulations, falsifications sur un crime d'Etat • Chape de plomb et concessions récentes de l'impérialisme français • Trop peu, et trop tard ! • Quelle formulation cohérente et conséquente des revendications autour de Thiaroye ?



À lire tous les mois



UN BULLETIN AU CŒUR DES COMBATS OUVRIERS ET POPULAIRES

À télécharger sur ocml-vp.org ou à recevoir par e-mail en s'inscrivant sur notre site à notre newsletter



www.ouvalacgt.over-blog.com

À commander



2€



Brochures

- 1871. Au nom du peuple la Commune est proclamée!
- Plate-forme de lutte pour l'emploi

Nos autocollants, à commander à contact@ocml-vp.org pour redécorer les murs de ton quartier et/ou de ta ville! Le prix varie selon la quantité!

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

Les librairies où trouver Partisan Magazine

Librairie Transit
45 Bd de la Libération
13001 Marseille

Librairie Torcat
10, rue Mailly
66000 Perpignan

Undersounds
6, rue de Gorre
87000 Limoges

L'Antidote
88, rue Avron
18000 Bourges

Librairie Terre des Livres
86 rue de Marseille
69007 Lyon

Espace El Doggo
22, rue de la Loi
87000 Limoges

Librairie Terra Nova
18 Rue Léon Gambetta
31000 Toulouse

Librairie Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac
75005 Paris

Librairie Envie de Lire
16, rue Gabriel Péri
94200 Ivry-sur-Seine

Librairie Vent d'Ouest
5 place du Bon Pasteur
44016 Nantes BP 31626

Librairie La Brèche
27, rue Taine
75012 Paris

Librairie Aurora
Avenue Jean Volders 34
1060 Saint-Gille - Belgique

Librairie La charrue
28 rue de Couéré
44110 Chateaubriant

Librairie Le Rideau Rouge
42, rue de Torcy
75018 Paris

Librairie Le Gai Savoir
79, avenue Farhat Hached
Place Barcelone
Tunis - Tunisie

Librairie Les Nuits Bleues
21, rue Maillé
49100 Angers

Page et Plume
4, place de la Motte
87000 Limoges

Abonnements

S'ABONNER POUR 3 NUMÉROS À PARTISAN MAGAZINE

	SOUS PLI	OUVERT	FERMÉ
1 exemplaire		15€	25€
2 exemplaires		21€	35€
3 exemplaires		27€	45€



NOUVEAU!

ABONNEMENT NUMÉRIQUE

Recevez votre mag par mail

3 numéros : 10 Euros



**Flashez pour
vous abonner
en ligne!**

**Paielements par chèque à l'ordre de :
VP-PARTISAN**

BP N° 133

**93213 Saint Denis la plaine cedex
CCP : 00020628901 CCM Saint Ouen**

**Identifiant international de compte (IBAN)
FR76 1027 8061 4500 0206 2890 116**

**Identifiant International
de l'établissement (BIC)
CMCI FR 2A**

PARTISAN

MAGAZINE

1	Éditorial – Nous avons deux ennemis!
3	France – Dans quelle direction il faut chercher?
8	Livre – Les Ogres
11	C'est le machisme et le patriarcat qui posent problème!
13	La domination des corps, reflet de la domination de classe
18	Les Soulèvements de la Terre
22	Mais qui sont les agro-industriels capitalistes et toxiques?
24	Il y a 40 ans, la catastrophe de Bhopal
25	En défense de la décroissance
31	Qu'est-ce que le « campisme »?
34	DOSSIER PALESTINE
37	Libérons Georges Abdallah !
39	Interview – L'Initiative pour un seul État démocratique
45	Roja-Paris sur la situation en Palestine
48	Sur le soutien à la résistance palestinienne
52	Bangladesh : une révolution!
55	Lire & regarder

ABONNEZ-VOUS !

PARTISAN MAGAZINE est la publication de l'OCML Voie Prolétarienne.
Son objectif? Donner des outils de compréhension politique et théorique
pour toutes les personnes qui luttent au quotidien contre ce système qui broie
nos vies et ne nous offre aucun avenir autre que la misère et la guerre.
Le meilleur moyen de nous soutenir et de soutenir ce magazine est de vous abonner.

— Plus d'infos page 57 —

Partisan Magazine n°25 sortira au printemps 2025